

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes



Partenariats pour l'apprentissage



Agriculture durable à faibles apports externes
VOL. 26.3 - Décembre 2010
AGRIDAPE est l'édition régionale
Afrique francophone des magazines
LEISA co-publiée par ILEIA et IED Afrique
ISSN n°0851-7932

Adresse AGRIDAPE
IED Afrique
24, Sacré Cœur III - Dakar
BP : 5579 Dakar-Fann, Sénégal
Téléphone : +221 33 867 10 58
Fax : +221 33 867 10 59
E-mail : agridape@orange.sn
Site Web : www.iedafrique.org

Coordonnatrice : Awa Faly Ba Mbow

Comité éditorial : Bara Guèye,
Awa Faly Ba Mbow, Aïssatou Tounkara

A contribué à ce numéro :
El Hadj Malick Cissé

Administration :
Maimouna Dieng Lagnane
Touty Guèye Diop

Traduction : Bougouma Mbaye Fall

Conception graphique - Impression :
Imprimerie Graphi plus
Tél. : +221 33 869 10 16

Edition Internationale

LEISA Magazine
ILEIA P.O. Box 2067, 3800 CB Amersfoort,
The Netherlands
Tél. : +31 33 467 38 70
Fax : +31 33 463 24 10
subscriptions@ileia.nl

Edition chinoise
CBIK, 3rd Floor, Building A
Zhonghuandasha, Yanjiadi, Kunming
Yunnan. E-mail : renjian@cbik.sc.cn

Édition espagnole
La revista de agro-ecologia
Asociación ETC Andes, AP.18-0745,
Lima 18, Pérou
E-mail : base-leisa@etcandes.com.pe

Édition indienne
LEISA India
AME Foundation, PO Box 7836, Bangalore
560 085, Inde
E-mail : amebang@giasbg01.vsnl.net.in

S O M M A I R E

- 4 Editorial**
- 6 Mobiliser notre plus grande ressource pour assurer la continuité et les changements : les hommes !**
Stephen Sherwood
- 8 Quel partenariat pour un développement rural durable ?**
Ibrahima DIEDHIOU, Famara DIEDHIOU
- 11 Impact des techniques de collecte des eaux pluviales en zone aride du Maroc oriental : un exemple de partenariat multi-acteurs**
Mohamed ACHERKOUK, Abdesselam MAATOUGUI, Hassan BENAOUA et Mohamed EL MOURID
- 14 Réforme de l'accompagnement des producteurs au Nord-Cameroun : leçons d'un partenariat entre Recherche - Développement - Producteurs**
Havard Michel, Djamen Nana Patrice
- 17 L'agro-écologie dans les écoles secondaires d'Argentine**
Santiago J. Sarandon, Claudia C. Flores
- 19 L'autonomisation des femmes par la gestion des connaissances : l'exemple des « Clubs d'écoute » de Gasseda au Niger**
Ali Abdoulaye
- 21 La plateforme TECA pour le partage d'informations sur l'apiculture**
Charlotte Lietaer
- 23 Des partenariats pour le partage des savoirs et l'apprentissage : l'expérience du réseau FIDAfrique**
Foly Akoussau
- 25 FSSA : Un partenariat pour améliorer les capacités d'adaptation des communautés locales**
Mamadou Fall
- 28 Les maraîchers de Malika à l'école du partenariat**
Marie Sophie NDIONE, Youga NIANG, Thierno Daouda NIANG
- 31 Autonomiser les organisations paysannes par le partenariat**
Emmanuel BOURE SARR
- 33 Sites web**
- 34 Bibliographie**
- 36 AGRIDAPE Infos**

19 L'autonomisation des femmes par la Gestion des connaissances : l'exemple des « Clubs d'écoute » de Gasseda au Niger

Ali Abdoulaye

Promouvoir la maîtrise des connaissances et leur gestion par les femmes du Niger, pour assurer leur autonomisation dans la production agricole et la sécurité alimentaire est le crédo de l'ONGVIE/KANDE NI BAYRA. Avec le soutien du projet DIMITRA de la FAO, la vie des femmes rurales est entrain de se transformer positivement.

UN RÉSEAU, UNE DYNAMIQUE !

AgriCultures est un réseau de diffusion et d'échange d'informations sur des approches agricoles respectueuses de l'environnement et adaptées aux réalités agroécologiques et sociales. Ce nom marque bien le fait que l'agriculture n'est pas juste un secteur économique de spéculation ou un ensemble de paquets technologiques, mais qu'elle comporte une dimension culturelle intrinsèque dont la diversité est à valoriser et à protéger. Le réseau réunit sept éditions régionales, dont AGRIDAPE, représentant tous les continents. Ces éditions sont regroupées autour d'un secrétariat international pour renforcer la promotion de l'agriculture durable comme réponse au défi alimentaire mondial. **AgriCultures** dispose également d'une base de données spécialisée et d'un site Internet interactif qui permet d'accéder à de nombreuses informations et d'échanger sur le développement de l'agriculture durable dans le monde.

Le Programme sur l'Agriculture Durable à Faibles Apports Externes (AGRIDAPE) couvre l'Afrique francophone. Lancé en 2003, son objectif est de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. Il s'appuie sur la production d'un magazine trimestriel tiré à 3500 exemplaires distribués dans 55 pays, la mise en réseau des acteurs de l'agriculture durable au niveau national et le renforcement des capacités en capitalisation des expériences.

AGRIDAPE est porté par Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique) dont la vision est que le développement durable doit nécessairement s'appuyer sur le renforcement des capacités des catégories les plus vulnérables et l'établissement de relations équitables entre les différents acteurs de façon à permettre leur réelle participation à l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations. Ainsi, IED Afrique fait la promotion des approches participatives à travers la recherche-action, l'analyse des politiques, la mise en réseau, la formation, la production et la diffusion d'informations en Afrique francophone pour atteindre le développement durable. Et, dans ce cadre, elle propose, aux partenaires, différents supports accessibles à travers son site internet (www.iedafrique.org).

Édition indonésienne SALAM

JL Letda Kajeng 22,
Den Pasar 80234
Bali Indonésie

E-mail : leisa@indo.net.id

Édition brésilienne *Agriculturas, experiencias em agroecologia*

AS-PTA, Rio de Janeiro, RJ Brésil 20091-020

E-mail : paulo@aspta.org.br

Sites Web

<http://www.leisa.info>

<http://www.iedafrique.org>

<http://agridape.leisa.info>

Abonnements

AGRIDAPE est une revue gratuite, sur demande, pour les organisations et personnes du sud. Pour les organisations internationales, l'abonnement est de 45 USD (45 euro) et pour les autres institutions du nord, le tarif est de 25 USD (28 euro) par an.

Pour vous abonner, veuillez écrire à agridape@orange.sn

Financement AGRIDAPE

Ce numéro a été réalisé avec l'appui de ILEIA, de ASDI et de DGSJ

Photo de couverture :

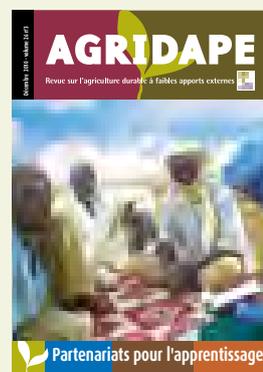
Séance de travail à Tabalack au Niger

Source :

Réseau GRND Niger, Point Focal de Tahoua

La rédaction a mis le plus grand soin à s'assurer que le contenu de la présente revue est aussi exact que possible. Mais, en dernier ressort, seuls les auteurs sont responsables du contenu de chaque article.

La rédaction encourage les lecteurs à photocopier et à faire circuler ces articles. Vous voudrez bien cependant citer l'auteur et la source et nous envoyer un exemplaire de votre publication.



25 Le partenariat pour améliorer les capacités d'adaptation des communautés locales

Mamadou Fall, Cheikh Tidiane Sall

Depuis deux ans IED Afrique a mis en place un « fonds de soutien aux stratégies locales d'adaptation » (FSSA), qui constitue une initiative conjointe financée dans le cadre de ACCA par le CRDI et de DFID. Son objectif est de « renforcer le leadership et les capacités des communautés de base dans le domaine de l'adaptation aux CC » en mettant en place un dispositif opérationnel de partenariat pour favoriser l'apprentissage mutuel



28 Les maraîchers de Malika à l'école du partenariat

Marie Sophie NDIONE, Youga NIANG, Thierno Daouda NIANG

Malika, est une des communes d'arrondissement de Dakar, la capitale du Sénégal. Elle abrite la plus grande décharge municipale de la mégapole sénégalaise. Située au cœur de la grande zone des Niayes, Malika est une grande zone de cultures maraîchères pratiquées sur de petites surfaces durant toute l'année avec des techniques de production rudimentaires. L'AGU, sur financement du CRDI, a mis en place un programme en vue d'améliorer durablement les revenus des maraîchers par l'intégration d'activités agricoles à plus grande valeur ajoutée et adaptées à l'environnement de la décharge

Chères lectrices, chers lecteurs,

Chères lectrices, chers lecteurs,

La conviction et le sacerdoce des membres du réseau AgriCulturesS est qu'il est nécessaire pour promouvoir une agriculture durable de mobiliser les connaissances de tous les acteurs et en premier lieux celles des petits agriculteurs. Ils sont en effet au cœur de ce secteur complexe et se révèlent être des innovateurs permanents pour s'adapter aux défis de leur monde. Le partenariat multi-acteur est un mécanisme performant pour la valorisation et la reconnaissance de tous les apports à la dynamique d'une agriculture saine et viable.

C'est donc avec un engagement particulier que le présent numéro d'AGRIDAPE a été conçu pour partager les expériences de collaboration multi-acteur qui ont permis de renforcer les capacités des différents acteurs. Ces expériences mettent en exergue également la place centrale de la concertation et de la capitalisation des expériences.

Notre prochain et premier numéro pour l'année 2011 portera sur les jeunes dans l'agriculture. C'est une occasion de partager vos expériences avec les lecteurs du magazine. Notre équipe attend vos contributions et se tient à votre disposition pour vous appuyer dans la rédaction de vos articles.



Photo : Cheikh Tidiane Sall / FSSA

Séance d'alphabétisation au Mali

L'agriculture est un domaine complexe, où interagissent plusieurs acteurs aux rôles parfois complémentaires, parfois concurrents. Les choix stratégiques et les pratiques des petits producteurs sont influencés par la nature des interactions qu'ils ont avec les autres producteurs, les chercheurs, les commerçants, les banques et l'ensemble des autres acteurs de la chaîne agricole et agro-alimentaire.

L'idée longtemps entretenue que c'est seulement à travers l'adoption de technologies externes qu'on pourra moderniser l'agriculture, et répondre aux défis alimentaires locaux et globaux est aujourd'hui relativisée. En effet, le modèle classique de transfert de technologies agricoles n'a seulement pas résolu les problèmes des petits producteurs mais plutôt contribué à les exacerber en aggravant leur dépendance vers l'extérieur. L'échec, dans la plupart des

cas, des politiques agricoles découle de l'introduction de technologies inadaptées aux spécificités locales mais surtout d'une approche de recherche, de conseil et de vulgarisation agricole défailante.

Ce modèle de transfert de technologie était bâti sur le préjugé que les petits exploitants agricoles sont imperméables aux innovations et aux changements. Ils ont considérés comme le maillon faible de la chaîne, n'ayant pas grand-chose à partager

et tout à apprendre. Il apparaît aujourd'hui que ces stéréotypes ont été un frein majeur dans la conception d'une approche de développement rural appropriée et donc efficiente. C'est sur cette base erronée que se sont fondées pendant des années les relations de collaboration entre les acteurs du monde agricole.

Reposer la relation entre paysan, chercheur et politique ...

Le premier défi à relever c'est celui de la reconsidération du petit exploitant familial. Il est l'héritier d'un savoir faire ancien et adapté à sa réalité. Le paysan est donc tributaire de routine millénaire mais perpétuellement soumise à des réajustements et des réadaptations. Cette reconnaissance, clamée par le réseau AgriCultureS (dont votre magazine) depuis plus de 25 ans, est soutenue depuis très longtemps par de nombreux écrits d'anthropologie, de sociologie, de philosophie et de pédagogie. Le développement des approches participatives a permis une meilleure prise en compte du savoir paysan et de la nécessité d'une refondation de l'apprentissage (Sherwood page 6). Il s'agit en réalité de démocratiser les processus d'apprentissage pour qu'il n'y ait plus un rapport déséquilibré entre un formateur détenteur d'un savoir absolu et le formé consommateur passif. Il s'agit maintenant de nouer des principes de partenariat basés sur la reconnaissance de savoirs différents mais complémentaires et d'égale valeur. Cela suppose que chaque acteur soit conscient du rôle qu'il doit jouer tout en étant respectueux des apports de l'autre.

C'est dans cet esprit que s'inscrit le Programme PROFEIS qui a initié un partenariat entre petits producteurs et chercheurs au Mali et au Sénégal. Alors que les partenariats traditionnels mettent l'accent sur les problèmes à résoudre, le PROFEIS a choisi de partir des solutions expérimentées par les producteurs à travers leurs innovations. Grâce à l'approche Développement participatif de l'Innovation (DPI), un mécanisme de partenariat multi acteurs réunissant les paysans innovateurs, la recherche et le conseil agricole a été mis en place et permis la valorisation de

pratiques communautaires pertinentes mais méconnues (Diedhiou et al. Page 8). Ce type de partenariat contribue à la reconnaissance de la centralité et de l'apport du petit producteur dans les relations d'apprentissage. C'est aussi une remise en cause fondamentale de la vision classique de la recherche développement.

De même, au Maroc, la collaboration multipartite dans le cadre d'une étude scientifique sur les techniques de collecte et de conservation des eaux pluviales, a permis la mise en valeur d'une grande diversité de techniques locales et l'introduction de nouvelles approches par les communautés (Acherkouk et al. Page 11). Aujourd'hui, la crédibilité d'une recherche est aussi évaluée à la capacité de mobiliser les différentes sources de connaissances sur le terrain. Cette approche multiacteurs ouvre à la recherche de nouvelles perspectives en termes d'élargissement du champ de recherche et de participation des producteurs dans l'identification de questions de recherche plus pertinentes.

Aider la prise de décision des petits producteurs est sans nul doute la vocation de la recherche. A Malika, dans la région de Dakar au Sénégal, une étude scientifique menée par l'IAGU a démontré l'inadaptation des sols à la culture maraîchère du fait de leur contamination par la décharge municipale. Ce constat a amené les populations riveraines à s'organiser et à démarrer une démarche de reconversion dans la filière horticole avec un réseau de partenaires institutionnels diversifié (Ndione et al, page 28). Les producteurs eux-mêmes ont besoin de se renforcer pour répondre aux exigences d'un secteur en mutation. Pour y répondre de façon pertinente, les différents acteurs du développement agricole doivent renouveler leurs pratiques et passer de l'encadrement des producteurs à leur accompagnement. Ceci rend nécessaire l'appropriation des dispositifs d'appui et des nouveaux outils et méthodes par les producteurs et justifie la démarche de Conseil à l'exploitation familiale (Havard et al. Page 14). Au Nord Cameroun, l'essoufflement de l'appui traditionnel apporté aux producteurs a amené les institutions de recherche à expérimenter cette démarche d'aide à la décision.

En effet, pour créer les conditions d'un partenariat harmonieux et d'une action collective concertée et efficiente entre les différents acteurs, le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs est nécessaire. Aujourd'hui, en plus des préoccupations de productivité et de commercialisation, les producteurs affirment une conscience écologique et une demande de partenariat pour pouvoir prendre en compte les dimensions environnementales et sociales de l'agriculture. Or les acteurs du conseil agricole ont été jusqu'ici formatés dans une orientation sectorielle,

productiviste qui ne permet pas d'accompagner avec pertinence ce besoin émergent.

Cela pose la question des contenus et des approches de formation agricole. En effet, peu de curricula, surtout en Afrique francophone, proposent aujourd'hui, une formation qui permette de prendre en charge de façon opérationnelle les préoccupations agro-écologiques. Dans la province de Buenos Aires, en Argentine, une nouvelle approche globale de l'enseignement agricole est en expérimentation. Elle s'adresse au cycle secondaire et fait le pari sur une formation modulaire spécifique destinée aux enseignants des écoles agricoles rurales pour booster l'intégration de l'agro-écologie dans l'enseignement.

...Pour renforcer les capacités par le partage ...

Le partenariat pour l'apprentissage ne doit pas être envisagé exclusivement sous l'angle de l'approche multi-acteur. Au sein d'une même communauté, le partage des connaissances est déjà une gageure. Pourtant, c'est à cette échelle que des changements de comportement fondamentaux peuvent être opérés harmonieusement. Favoriser l'apprentissage et l'échange collectifs est sans doute un moyen efficace de renforcer la communauté tout entière et de la préparer à mieux gérer ses relations avec les autres acteurs. L'ONG Volontaire pour l'Intégration Educative a mis en place, au Niger des clubs d'écoute villageois pour des débats communautaires sur des problématiques diverses. (Abdoulaye, page 19). Ces espaces d'écoute, de dialogue et de partage ont permis l'expression des préoccupations de femmes rurales et une amélioration de leur position sociale au sein de leur propre communauté. Ces clubs répondent à un autre enjeu du renforcement des capacités qui est l'accès à l'information par la mise en place d'un équipement radio, d'un téléphone portable et d'un centre d'alphabetisation.

En effet, malgré le développement des technologies de l'information et de la communication, l'accès à l'information pour les communautés agricoles rurales reste très difficile. Or dans la perspective d'un développement agricole durable, le partage de l'information est essentiel et constitue une source d'innovation. Il existe aujourd'hui beaucoup d'espaces électroniques mais leurs orientations et leurs contenus restent trop académiques. L'objectif de la plateforme Technologies pour l'Agriculture (TECA) est de mettre les acteurs en relation via un forum électronique avec des orientations pratiques, créant ainsi une communauté (virtuelle) de partage et de renforcement mutuel (Lietaer, page 21).

Ce défi du partage et du renforcement mutuel n'est pas l'apanage des commu-

nautés agricoles. De nos jours, de plus en plus d'organisations internationales prennent conscience de la nécessité de créer des cadres d'analyse et de partage des connaissances acquises par la pratique. Le réseau FIDAFRIQUE est né de ce besoin d'accroître l'efficacité en matière de développement rural en mettant en place un mécanisme institutionnel de capitalisation des expériences des projets du FIDA en Afrique et divers outils de partage des connaissances (Folly, page 23).

... Et relever ensemble les défis !

Le monde agricole est aujourd'hui plus que jamais confronté à des défis qui nécessitent une action concertée et un soutien mutuel entre les acteurs. Un des plus préoccupants est celui des changements climatiques qui affectent le globe et le monde agricole en particulier. Malheureusement, les stratégies de réponses reproduisent généralement l'approche top-down où la recherche et les décideurs politiques ont un leadership quasi exclusif. Or devant ce phénomène tous les acteurs sont en apprentissage. Malgré tout, les initiatives et innovations paysannes ne sont pas souvent prises en compte, encore moins soutenues. L'expérience du FSSA montre que les communautés et leurs organisations développent à leur échelle des stratégies d'adaptation et qu'elles peuvent prendre le leadership dans la gestion et le management de projets de lutte contre le changement climatique en partenariat avec des instituts de recherche, des ONG, etc. (Fall et al. Page 25). Le rôle de ces derniers se situe plus dans l'accompagnement de la prise de décision, le renforcement méthodologique et l'appui à la diffusion.

Malgré l'existence de multiples organisations paysannes, la capacité organisationnelle est sans doute une des faiblesses des petits producteurs en Afrique. Cela est renforcé par les approches partenariales des ONG et autres acteurs de développement qui adoptent souvent une approche d'assistance affaiblissante parce que ne mettant pas l'accent sur la responsabilisation et le développement institutionnel. L'itinéraire de la fédération PELLITAL (référence auteur), dans le département de Médina Yoro Foula est l'histoire d'une organisation paysanne consolidée par le partenariat qui est aujourd'hui un acteur incontournable dans la filière banane au Sénégal.

Ce numéro d'AGRIDAPE touche une problématique qui est au cœur du développement agricole et qui est sa raison d'être : bâtir des liens justes et complémentaires entre tous les acteurs pour un apprentissage mutuel et une action efficace en vue d'une agriculture durable. Bonne lecture !



Mobiliser notre plus grande ressource pour assurer la continuité et le changement : les hommes !

Stephen Sherwood

6



Photo : Stephen Sherwood

Un apprentissage efficace suppose la pratique dans le contexte Sherwood

L'établissement de partenariats solides et efficaces peut être d'un grand apport pour l'agriculture familiale, et ce, de plusieurs façons différentes. Cependant, tous les efforts pour renforcer l'apprentissage doivent veiller à ce que les populations locales restent maîtresses du processus. Les agents extérieurs doivent être très conscients du rôle qu'ils veulent jouer et du rôle qu'ils jouent effectivement.

Même si les animateurs des approches axées sur la technologie se préoccupent généralement de « ce que les agriculteurs ne font pas » et de la « façon de les amener à faire de l'agriculture autrement », une approche centrée sur les hommes cherche à aider les agriculteurs à comprendre « ce qu'ils font » et « pourquoi ils le font », afin d'avoir une source d'inspiration pour la continuité et le changement. C'est ce qui doit être notre point de départ lors de l'examen des partenariats, ou du rôle que les « étrangers » jouent dans la promotion de l'apprentissage basé sur l'expérience locale.

Les pourfendeurs du développement rural mené de l'extérieur soulèvent légitimement de légitimes préoccupations

quant à l'influence des étrangers dans le développement local. Nous demandons de prêter une attention particulière aux obligations morales et éthiques exigeant que l'organisateur extérieur - qu'il s'agisse d'un agriculteur d'une autre communauté ou de quelqu'un d'une ville voisine ou d'un autre pays - soit aussi transparent que possible au sujet de sa vision du monde, de ses motivations et de ses priorités dans la recherche d'un partenariat pour le changement.

La culture, terreau de l'apprentissage

Dans son livre provocateur intitulé « Une brève histoire du progrès », l'anthropologue Ronald Wright explique que, d'un point de vue biologique, les hommes ne

sont pas plus intelligents aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a 10000 ans. En d'autres termes, un enfant de l'âge de glace pourrait être élevé dans une famille moderne et, s'il jouit de l'encadrement adéquat et de certaines opportunités, cet enfant pourrait parfaitement bien s'en tirer et avoir exactement les mêmes chances que n'importe quel autre pour exceller à l'école et devenir médecin. Ce point de vue est une critique acerbe de la plupart des programmes d'éducation modernes, mais il cadre avec le type d'approches dont ILEIA, et ses partenaires du réseau AgriCultures, se fait le chantre depuis 26 ans.

Wright montre de façon convaincante que le savoir n'est pas stocké dans le cerveau, mais il est plutôt ancré dans la culture. De

même, les agriculteurs appartiennent à des communautés de pratique et, en tant que tels, ils contribuent à l'histoire telle qu'elle se déroule, et en tirent des enseignements. Dans ce sens, l'apprentissage est une question de routine - reproduction de vieilles traditions qui s'expriment, par exemple, à travers une certaine façon de planter. Mais l'agriculture, bien entendu, n'est pas statique. Chaque fois qu'un agriculteur dépose sa semence, celle-ci tombe dans un monde en perpétuelle évolution. L'apprentissage est aussi une question de changement : il faut parfois rompre d'avec la pratique séculaire pour donner naissance à une tradition d'avenir.

Photo : Awa Faly Ba



Visite de terrain guidée par une animatrice de la ferme pilote de Guié au Burkina

Cultiver le champ humain

L'éducateur et agriculteur-philosophe hondurien, feu Elias Sanchez, a suscité une passion pour l'éducation populaire chez des milliers d'organismes communautaires. D'après Elias, au niveau le plus fondamental, l'apprentissage consiste à « cultiver le champ humain ». Il a résumé l'apprentissage comme un processus de gestion de la « tête », du « cœur » et des « mains ». Ses idées reposaient sur un principe fondamental de l'apprentissage individuel que Benjamin Bloom décrit comme des « domaines de connaissance » : le cognitif (aptitudes mentales - capacité à associer, à comprendre et à penser de façon créative), l'affectif (aptitude à grandir psychologiquement et avoir des sentiments, à valoriser et à trouver l'inspiration qui mène à l'action) et le psychomoteur (habiletés manuelles et physiques). En conséquence, un apprentissage efficace suppose la « culture » simultanée de chacun de ces éléments. D'après Elias, si l'on néglige la tête, le cœur ou les mains, l'apprentissage est incomplet et alors le champ humain s'effondre.

Transformation sociale

Dans le domaine du développement, la tradition de la « participation » est ancrée dans celle de l'éducation populaire non formelle et de l'apprentissage tout au long de la vie mis au point par Nikolaj Grundtvig, fondateur des Danish Folk Schools (écoles populaires danoises) au 19^{ème} siècle. Ce travail innovant a influencé des mouvements similaires de populations rurales dans toute l'Europe. Un siècle plus tard, il a directement inspiré l'activité à travers le monde, telle que celle soutenue par le Mass Education Movement (Mouvement pour l'éducation de masse) de James Yen en Chine, les programmes d'alphabétisation andragogique de Paulo Freire au Brésil, le Highlander Folk Education Center (Centre d'éducation populaire des peuples des montagnes) de Myles Horton dans les Appalaches aux États-Unis, et d'innombrables autres exemples. Cet ensemble de pratiques ne s'est pas

contenté de vouloir éduquer des personnes. Il a également cherché à aider les populations rurales, souvent exclues des avantages de la société moderne, pour défendre et promouvoir leurs intérêts collectifs. Grâce à des partenariats autour des préoccupations immédiates telles que l'alphabétisation ou la santé familiale, les organismes communautaires ont créé des espaces de réflexion qui ont permis aux participants de mieux connaître leur valeur et leurs droits. Il les a aussi encouragés à entreprendre des actions non-violentes et collectives en vue du changement, menant à des revendications publiques de terres et d'autres ressources, mais également d'accès équitable aux marchés et aux services publics. Cette entreprise a été un grand processus de libération en faveur des principes démocratiques de l'émancipation et de l'égalité.

Nouer des partenariats pour l'apprentissage

Ces exemples montrent que s'il est bien géré, et s'il est planifié dans un esprit démocratique qui respecte la tradition locale et le droit à l'autodétermination, le partenariat peut aider les peuples à se libérer de leurs notions préconçues du possible. Au-delà de la simple participation aux activités d'apprentissage, la prise en main locale des priorités d'apprentissage est indispensable à l'avènement du changement démocratique. En d'autres termes, un animateur externe doit continuellement avoir conscience de son propre rôle dans la communauté.

Comme une première étape vers la garantie d'une facilitation démocratique, le praticien doit gérer avec prudence son comportement vis-à-vis de la promotion du changement. En particulier, les processus d'apprentissage menés au niveau local doivent :

- permettre aux individus d'être conscients de leur statut d'apprenant

(à travers un débat ouvert sur les styles d'apprentissage et les processus de réflexion critique) ;

- encourager les individus à élargir leurs expériences et styles d'apprentissage (en surmontant les obstacles et en explorant de nouvelles stratégies) ;
- utiliser une diversité d'approches pédagogiques (afin que les participants puissent faire l'expérience de différentes façons d'interagir et d'apprendre) ;
- créer un environnement propice à la tolérance et à la diversité ;
- créer un climat favorisant la collaboration (où les participants travaillent ensemble en tant que ressources).

Il faut admettre qu'arriver dans une communauté avec un partenariat en tête et un programme d'apprentissage en poche peut s'avérer problématique. Pour un étranger, un partenariat efficace pour le développement commence tout d'abord par la pratique réflexive (apprentissage à partir de ses pratiques) et l'honnêteté. Autrement dit, cette personne doit comprendre et être franche en ce qui concerne sa propre vision du monde, ses préjugés, ses priorités et ses motivations pour la recherche d'un partenariat pour le changement. Cela implique donc la capacité à travailler coude à coude avec les autres - en tant qu'individus et en tant que groupes - pour mobiliser leur ressource la plus précieuse en vue de la continuité et du changement, à savoir, les hommes.

Stephen Sherwood, exploitant agricole en Équateur et enseignant à temps partiel au Communication and Innovation Studies Group (Études sur la communication et l'innovation) de l'Université de Wageningen. M. Sherwood est également le co-fondateur de Groundswell International (www.groundswellinternational.org), un partenariat de praticiens communautaires consacré à la transformation rurale.

E-mail : ssherwood@ekorural.org



Quel partenariat pour un développement rural durable ?

Ibrahima DIEDHIOU et Famara DIEDHIOU

8

Le développement de l'agriculture familiale constitue un puissant levier pour le développement économique et social du Sénégal. C'est pourquoi, l'état du Sénégal a depuis les indépendances consenti de grands investissements en faveur de l'agriculture et du monde rural. Malheureusement, les résultats obtenus à ce jour, restent encore largement en deçà des attentes et des espoirs des différents acteurs du développement agricole. Une des raisons avancées pour expliquer cette situation préjudiciable aux conditions de vie des populations surtout rurales, est que, les producteurs qui sont les acteurs clés du processus de développement agricole, ont occupé une place faible sinon marginale dans les actions entreprises. En d'autres termes, il était reproché à l'Etat un déficit de partenariat avec les autres acteurs.

De ce fait, dès le milieu des années 1970, le modèle technocratique et centralisateur de l'Etat providence, qui a dominé les politiques de développement agricole, était largement remis en question. La présence des acteurs concernés par les politiques et les programmes agricoles, et plus largement celle des agriculteurs, est dès lors au cœur des débats visant à démocratiser la prise de décision et améliorer l'efficacité des interventions. L'apparition des approches participatives comme la RRA, MARP, le DPI, a permis certes d'améliorer la dynamique de participation des acteurs dans les actions de développement. Mais ces approches ont une portée limitée car elles n'ont pas pu asseoir entre les partenaires au développement et les acteurs à la base un partenariat fonctionnel qui repose sur un degré élevé de collaboration qui dépasse le simple fait de s'engager dans un projet conjoint. C'est pourquoi, le besoin d'innovation est encore réel en matière de partenariat dans le développement agricole afin d'accroître l'efficacité et le succès des énormes investissements qui sont entrain d'être consentis mais aussi de favoriser l'adoption, la pérennité et la démultiplication des bonnes pratiques agricoles.

Le programme PROFEIS (Promotion de l'Expérimentation et de l'Innovation pay-



Marché des Semences à Ndof

Photo : Famara Diedhiou

sannes au Sahel), s'est engagé sur cette voie depuis bientôt cinq ans en testant une approche nouvelle dénommée, Développement Participatif de l'Innovation (DPI) pour contribuer à la sécurité alimentaire et à la gestion durable des ressources naturelles au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Le présent article tente, après 5 ans de mise en œuvre de ce programme, d'une part d'analyser les avantages du partenariat développé dans le cadre de l'approche DPI et qui sont la clef des succès enregistrés, d'autre part de montrer quelques uns des éléments de succès enregistrés grâce à ce type de partenariat.

1. Conception du partenariat et de l'acteur

Il faut d'emblée préciser que notre propos n'est pas de définir les concepts de partenariat et d'acteur mais plutôt de préciser le sens que nous leur donnons dans cet article afin d'en faciliter la compréhension. Nous entendons par partenariat une

association active de différents acteurs qui, tout en maintenant leur autonomie, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun relié à un problème ou à un besoin clairement identifié dans lequel, en vertu de leur mission respective, ils ont un intérêt, une responsabilité, une motivation, voire une obligation.

Ces acteurs sont tous les participants à une action, dans le sens où ils détiennent des connaissances et des ressources et où ils déploient des stratégies pour atteindre des buts. Ces stratégies dépendent de leurs propres intérêts et atouts, mais aussi des stratégies adoptées par les autres acteurs et du contexte. Les stratégies dépendent aussi des enjeux : chaque acteur perçoit des enjeux pour lui-même, c'est-à-dire le risque de perdre sa capacité d'action. Un enjeu renvoie tout d'abord à une relation, c'est-à-dire à un rapport social noué entre acteurs autour d'une chose (projet, pouvoir etc.) ou d'un bien (terre, forêt, plantation, etc.), et non au rapport

direct d'un individu ou d'un groupe à cette chose ou à ce bien. En outre, une relation de partenariat est souvent sous-tendue par un complexe d'enjeux très hétérogènes et dépendants des acteurs impliqués. Il peut s'agir d'enjeux productifs, de subsistance, commerciaux, inscrits dans le court terme ou dans la longue durée, ou encore d'enjeux politiques, religieux ou symboliques.

Limites des formes traditionnelles de partenariat

Nos expériences dans divers programmes de recherche, de RD (recherche développement) mais aussi de développement au Sénégal et les échanges que nous avons eus avec différents acteurs du PROFEIS sur leurs perceptions des expériences de partenariat qu'ils ont connu ici et ailleurs, nous ont permis d'identifier les principales limites de ces formes « traditionnelles » de partenariat et qui sont les suivantes :

- les acteurs à la base que sont les paysans sont réduits à de simples exécutants et ils ne sont pas porteurs des actions mises en œuvre ;
- le feed-back des paysans nécessaire à la réorientation des programmes pour une meilleure efficacité est rarement pris en compte ;
- les connaissances et les savoirs faire paysans sont ignorés ou alors insuffisamment intégrés dans la recherche de solutions aux contraintes de l'agriculture ;
- l'apprentissage suit quasiment un sens unique ; ce sont les paysans qui apprennent des techniciens ;
- le partenariat est peu dynamique, peu diversifié et valorise peu les atouts des différents acteurs en termes de connaissances, de ressources et de stratégies ;
- le partage des rôles et des responsabilités, souvent, n'est ni équitable et ni fondé sur un respect mutuel ;
- l'exécution des programmes demeure encore sectorielle car la notion d'équipe s'arrête à la conception et à la définition des activités et enfin à l'identification des acteurs qui vont assurer l'exécution de ces activités.
- Le suivi et l'évaluation se font dans une perspective extractive souvent pour la hiérarchie supérieure et leurs résultats ne sont que très rarement et partiellement partagés avec les communautés.

Plus grand est l'enjeu, plus grande sera la mobilisation des acteurs.

Le partenariat dans le PROFEIS

Les formes « traditionnelles » de partenariat ne favorisent pas la créativité des acteurs clés de tout programme de développement agricole, à savoir les paysans ; elles n'encouragent pas non plus leurs initiatives en matière de développement d'innovations et ne tiennent pas suffisamment compte des réalités socio-culturelles. C'est pourquoi, pour accroître l'efficacité de nos actions de développement agricole dans le cadre du PROFEIS, nous avons mis en place un partenariat de type multi-acteurs entre la recherche, les paysans innovateurs et le conseil agricole.

Acteurs du partenariat dans le PROFEIS

PROFEIS est le programme francophone frère du programme international PRO-LINNOVA (PROmotion de L'INNOVation locale en agriculture écologique et gestion des ressources naturelles). L'un de ses principaux objectifs est d'accélérer la propagation d'innovations génératrices de bonne production et axées sur la conservation durable et environnementale des ressources, vers les paysans pauvres en ressources pour une amélioration des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire des ménages.

Dans la première phase de sa mise en œuvre, PROFEIS était porté au niveau régional par IED Afrique (Innovations, Environnement et Développement en Afrique) dont le rôle était d'apporter un appui méthodologique aux équipes nationales et de mettre en place un système national de promotion de l'innovation locale. Au niveau national, c'est l'ONG AGRECOL Afrique qui en a assuré le portage avec pour mission de bâtir un partenariat au niveau national avec les structures de vulgarisation, de recherche et/ou recherche-développement. Les autres partenaires nationaux étaient la recherche avec l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) et les ONGs locales GREEN Sénégal et la FONGS dont les rôles étaient d'appuyer les paysans innovateurs en expérimentation et autres activités de terrain. L'appui international était assuré par ETC EcoCulture (Pays Bas) en collaboration avec IED Afrique et portait sur le renforcement des capacités, le « backstopping » à distance et *in situ* des activités, l'assistance à la collecte et l'analyse des données et la publication des résultats et leçons tirées.

A la fin de la première phase, les acteurs locaux étaient parvenus à bien s'approprier l'approche DPI et à mettre en place un système national de promotion de l'innovation dynamique avec à sa tête un

comité de pilotage efficace. Ces acquis ont motivé une revue du montage institutionnel pour la mise en œuvre de la deuxième phase avec une évolution des rôles et responsabilités des différents acteurs. Ainsi, IED Afrique et ETC EcoCulture Pays-Bas ont pris du recul pour laisser les ONG locales et les institutions étatiques nationales (conseil agricole, enseignement supérieur et recherche) ainsi que les réseaux de paysans innovateurs ou expérimentateurs prendre plus d'autonomie et de responsabilité dans la mise en œuvre du programme.

Leur appui se limite maintenant au suivi et à l'appui à la diffusion des innovations. Par ailleurs, pour insérer les approches participatives de l'innovation et expérimentation paysannes dans les structures de recherche, de vulgarisation et d'éducation mais aussi, pour renforcer son ancrage en milieu paysan, le programme s'est ouvert aux institutions de formation supérieure (Université de Thiès et Université Cheikh Anta Diop), de conseil agricole (Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural), aux paysans innovateurs, aux paysans expérimentateurs et aux paysans non innovateurs. Aujourd'hui, le système national élargi fonctionne bien avec un esprit d'équipe qui met en avant le résultat au détriment des moyens de travail toujours sollicitant un partenariat

Avantages du partenariat PROFEIS

Dans le développement participatif de l'innovation (DPI), approche partenariale dans la mise en œuvre du PROFEIS, il n'existe pas une instance de planification et une autre d'exécution. Seule l'idée originale peut avoir une paternité. La suite est partagée, améliorée et mise en œuvre par tous les acteurs. Cette approche a engendré une série d'avantages : des rôles très bien définis ; savoirs et savoir faire de toutes les parties valorisés ; exécution des activités en équipe constituée de toutes les sensibilités et compétences d'où un apprentissage mutuel : le chercheur apprend du paysan et des techniciens et *vice versa* ; écoute de tout le monde et respect mutuel ; réciprocité et d'équité c'est-à-dire tous participent au processus de prise de décision et tous les points de vue reçoivent un traitement équivalent, sans égard à la position sociale des acteurs.

Il y a un réel mixage entre les méthodes du chercheur (lentes et scientifiques/cartésiennes), les préoccupations urgentes des paysans et leurs connaissances empiriques et enfin, la stratégie des vulgarisateurs qui essaie de combiner les préoccupations de ces deux acteurs.



Préparation de la mise en pépinière

Photo : Famara Diedhiou

2. Résultats

A la fin de la première phase du ProFEIS, l'évaluation participative qui avait été faite à l'aide de la grille SEPO, qui a été retenue comme étant l'outil le plus pertinent pour conduire cet exercice, par l'ensemble des acteurs a permis d'identifier, les principaux points de succès du partenariat multi-acteurs. L'évaluation a concerné en particulier l'approche ProFEIS, les réseaux locaux mis en place par le programme et les Expérimentations conjointes.

Une grande confiance s'est installée entre les différents acteurs

Grâce à cette confiance, les paysans innovateurs se sont ouverts aux chercheurs, aux vulgarisateurs et aux autres paysans. Le résultat est l'identification et la caractérisation d'innovations techniques et socio-organisationnelles pertinentes et qui peuvent favoriser des changements positifs en matière de gestion des ressources naturelles et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans. Certaines de ces innovations ont été améliorées grâce aux expérimentations conjointes (EC) qui ont été conduites en partenariat par les chercheurs, les paysans et les vulgarisateurs. L'élément catalyseur de la réussite de ces EC est sans nul doute la grande confiance entre les acteurs. Les EC ont été un cadre d'apprentissage mutuel où les paysans innovateurs ont représenté le centre du processus. Elles ont démontré la capacité des paysans, lorsque les conditions d'une participation sont suffisantes, de participer à un processus de recherche action pour le développement agricole où les actions sont dictées par leurs préoccupations.

Un taux d'adoption important des innovations

Les innovations identifiées dans le cadre du programme sont entrain d'être

adoptées par d'autres communautés locales et quelque fois à travers les réseaux paysans sans intervention extérieure. Les conditions qui ont facilité l'effet tâche d'huile sont tout d'abord la bonne diffusion des innovations par l'ensemble des acteurs du partenariat multi-acteurs qui relayent les informations. Ensuite, il y a le rôle important de la presse (écrite et orale) qui a diffusé certaines innovations considérées comme phares et porteuses. Enfin, il y a deux autres facteurs qui ont facilité l'adoption des innovations. D'une part, les innovations ayant été réalisées avec des ressources locales sont mieux adaptées au contexte socio-économique et culturel des communautés où elles ont émergé. D'autre part, ces innovations permettent aux paysans pauvres d'augmenter leurs revenus ou d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Des paysans innovateurs qui se sont sentis valorisés

Beaucoup de paysans innovateurs, ont affirmé que le programme leur a donné une fierté et une reconnaissance. En effet, dans le cadre des rencontres d'échanges entre paysans organisées par les organisations paysannes et auxquelles participent les chercheurs, les vulgarisateurs et la presse, les innovateurs font des exposés sur leurs innovations et partagent leurs expériences avec les participants. Leurs actions sont aussi relayées par la presse et certaines innovations sont diffusées au-delà des frontières nationales grâce aux articles publiés dans des revues comme AGRIDAPE et Spore. Tout ceci concourt à donner aux innovateurs une certaine reconnaissance et élargit leurs réseaux de relations et d'activités.

De solides et dynamiques réseaux des paysans innovateurs ont été mis en place au service du développement agricole

Ils ont permis un solide ancrage du programme au Sénégal, les femmes de

Ndiaye Ndiaye (Centre du Sénégal) ont obtenu des semences de riz adaptées à leurs conditions agro-écologiques et socio-culturelles et ont augmenté leur production de riz ; Le paysan innovateur Alassane Fall du village de Keur birima Fall à Thiès (Ouest du Sénégal), a développé des activités économiques autour de son système de goutte à goutte qui est plus économique que les kits traditionnels goutte à goutte ; les paysans du groupement Djik Djiam ont adopté la technologie de l'utilisation de *Piliostigma reticulatum* (Nguiguis en oulof) pour faciliter la croissance du manguier sans arrosage ; les paysans de Thionck Essyl (Sud du Sénégal) ont obtenu des variétés de riz productives et précoces en provenance de Fatick (Centre du Sénégal) qui leur a permis de doubler leurs rendements. Par ailleurs, les réseaux ont permis de tisser ou de renforcer les liens sociaux entre différentes communautés paysannes du pays, mais aussi entre les différents acteurs du programme.

Conclusion

Le partenariat multi-acteurs développé dans le ProFEIS est un outil qui propose trois conditions pour des partenariats plus productifs, c'est-à-dire pour augmenter la qualité de l'action : créer une dynamique de participation suffisante, égaliser les rapports de pouvoir, combiner les savoirs et placer les paysans innovateurs au cœur des actions. ceci permet à tous les acteurs de participer aux choix stratégiques (quels sont les buts du programme ?), aux choix tactiques (quels moyens d'action ?) ou aux choix opérationnels (comment mettre en pratique la solution ?). Et dans ces conditions, les succès obtenus dans la résolution des contraintes ressenties par les acteurs à la base est l'œuvre de tous les acteurs.

On ne saurait cependant le cacher, le partenariat multi-acteurs est un mode d'action exigeant : il repose sur un esprit de compréhension et de tolérance, un sens élevé de la négociation, de l'humilité du respect de l'autre.

Dr Ibrahima DIEDHIU,

Enseignant Cheucheur.
Département Productions Végétales.
UFR Sciences Agronomiques et Développement Rural.
Université de Thiès.
BP: A296 Thiès (Sénégal).
Tél.: +221 77 658 25 16

Famara DIEDHIU,

Ex coordonnateur du PROFEIS / Coordonnateur du projet à Fahamu, Bureau Afrique de l'Ouest
Tél.: 33 867 50 65 / 77 539 89 28
Email : pfamara@gmail.com ou famara@fahamu.org



Impact des techniques de collecte des eaux pluviales en zone aride du Maroc oriental : un exemple de partenariat multi-acteurs

Mohamed ACHERKOUK, Abdesselam MAATOUGUI, Hassan BENAOUA et Mohamed EL MOURID



Photo : Mohamed Acherkouk

Lignes de contour d'Atriplex nummularia pour la collecte des eaux de pluie

En zones arides, la pluviométrie est faible et irrégulière avec une forte évaporation. C'est pourquoi des techniques de collecte, de stockage et de conservation des eaux pluviales y sont d'une importance cruciale. Une étude visant à promouvoir les techniques de collecte et de conservation des eaux pluviales en zones arides a été menée de 2007 à 2008 avec une collaboration multipartite qui a permis la mise en valeur d'une grande diversité de techniques locales et l'introduction de nouvelles approches.

Genèse du partenariat

La genèse de cette étude trouve ses racines dans un travail partenarial multi-acteurs commencé en 2005. En effet, à partir de cette date, l'élaboration du Plan de Développement Communautaire (PDC) de la communauté Sekouma-Irzaïne dans le cadre du PDRT a fait intervenir plusieurs organisations représentant la communauté (associations et coopératives agricoles, partenaires locaux de développement agricole (DPA d'Oujda, Direction Régionale des Eaux et Forêts d'Oujda, Office Régional de la Mise en Valeur Agricole

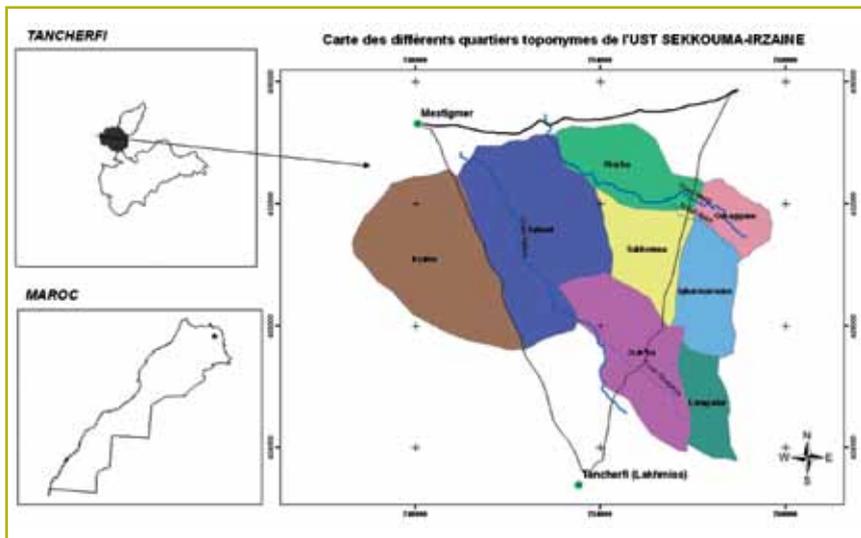
de la Moulouya à Berkane, CT d'El Aioun), l'Autorité locale (Cercle d'El Aioun), les Elus (commune rurale de Tancherfi), ainsi que l'ICARDA et l'INRA d'Oujda pour le suivi et l'assistance scientifiques.

L'élaboration de ce PDC a été participative et itérative tout au long du processus avec cinq étapes principales : (i) la reconnaissance du milieu, (ii) une planification participative, (iii) l'organisation de la population, (iv) une programmation participative et (v) la mise en œuvre et le suivi-évaluation. C'est lors de la phase du diagnostic participatif que le besoin en recherche-développement sur l'impact des tech-

niques (locales et/ou introduites par le PDRT) de collecte des eaux pluviales sur la production agro-pastorale du problème du manque d'eau d'irrigation a été identifié.

Principaux traits de la région d'étude

L'étude s'est déroulée dans la circonscription de la communauté de Sekouma-Irzaïne appartenant à la Commune Rurale de Tancherfi, au Cercle d'El Aioun, à la Province de Taourirt et à la Région de l'Oriental du Maroc (carte ci-dessous).



Carte de la zone couverte par le projet de recherche

Dans cette zone, comme les régions arides du monde entier, la forte croissance démographique a entraîné une grande pression des hommes sur les ressources naturelles. Or, la pluviométrie y est faible et variable dans l'espace et dans le temps, avec une moyenne annuelle de 250 mm à El Aioun et 190 mm à Taourirt. Les pluies sont généralement orageuses, torrentielles, intenses et s'étendent sur une courte durée. De plus, les pertes en eau par évapotranspiration¹ sont souvent élevées (1500 mm/an) réduisant la période de croissance des cultures à 70 jours (novembre à février). Les températures moyennes varient entre 9°C dans la zone montagneuse et 19°C à Taourirt. Un vent chaud et sec appelé Chergui ou Sirocco y souffle, surtout en été, pouvant affecter les productions agricoles.

Le territoire de Sekouma-Irzaïne est dominé par trois systèmes de production essentiels:

1. Système céréales pluviales qui est à base essentiellement d'orge, de blé tendre et d'avoine.
2. Système agropastoral basé sur les parcours naturels et/ou aménagés en «Alley-cropping» (association arbuste fourrager/culture), qui exprime une bonne intégration entre la céréaliculture et l'élevage des petits ruminants;
3. Système irrigué en petite hydraulique (motopompes, en particulier) émergé grâce aux actions de mise en valeur agricole réalisées dans le cadre du projet de développement (épierreage, travaux de conservation des eaux et des sols, plantations d'oliviers et amandier, maraîchage).

Les principales activités économiques de la communauté se résument en agriculture sans élevage, élevage sans agriculture, travail occasionnel ou permanent,

commerce, et agro-élevage. Ce dernier constitue la principale activité des ménages (82%).

Du fait de cette situation, les eaux pluviales doivent être collectées, stockées et valorisées et les sols doivent être conservés. En effet, il existe, dans la littérature, une panoplie de techniques : lignes de contour, impluviums, citernes, barrages collinaires, banquettes, terrasses, digues et sillons. D'ailleurs, les résultats du PDC de Sekouma-Irzaïne ont montré que la population a un besoin important en eau pour des usages multiples tels que les besoins humains, la lessive, l'abreuvement des animaux et l'arrosage.

Objectif de l'étude et démarche appliquée

Cette recherche-développement, conduite avec la communauté de Sekouma-Irzaïne (Commune Rurale de Tancherfi) en collaboration avec l'ICARDA, la DPA d'Oujda et le CT d'El Aioun, a tenté d'évaluer l'impact du système de contour², en tant que technique de collecte des eaux pluviales, en matière d'amélioration de la production végétale, de la couverture du sol et de la diversité floristique. L'évaluation permet de promouvoir l'adoption de cette technique par la communauté locale. L'étude a été fondée sur une démarche participative avec l'implication étroite de la communauté et des vulgarisateurs. Elle a procédé, aussi, à la triangulation (croisement simultané) de plusieurs outils et sources d'informations. En d'autres termes, cette démarche a consisté en :

- une approche participative avec une forte implication de la population (avec des ateliers et entretiens ouverts individuels et de groupes) et des agents de développement ;

- une exploitation et une analyse des informations secondaires disponibles ;
- des visites de terrain et prises de mesures techniques ;
- et un atelier de restitution avec les partenaires locaux.

Notre travail d'inventaire (Bechchari et al, 2006) des techniques de collecte des eaux pluviales à Sekkouma-Irzaïne montre que la communauté locale possède un savoir-faire ancien en termes de techniques de collecte et de stockage des eaux pluviales. En effet, quatre techniques sur six, que nous avons identifiées, sont des méthodes locales que le projet de développement rural Taourirt-Tafoughalt (PDRTT) a tout simplement réaménagées ou réhabilitées. Seuls les *Ados* et *Seuils de Gabion* ont été introduits par le PDRTT à partir de 2001.

Rôle de chaque partenaire pour la réussite de l'étude

Pour la mise en place des lignes de contour comme technique de collecte des eaux pluviales, le PDRTT, via la DPA d'Oujda et le CT d'El Aioun, a pris en charge l'achat des plants d'*Atriplex nummularia* et les travaux de confection des ados (contours). Il a contribué ensuite à l'organisation professionnelle de la population. Enfin, le PDRTT a renforcé et amélioré la capacité de la communauté (sessions de formation, journées d'animations, voyages d'étude) dans plusieurs domaines (gestion durable de parcours, taille de rajeunissement des arbres et arbustes, optimisation de l'utilisation d'eau).

Pour sa part, la communauté de Sekouma-Irzaïne a mis à la disposition du projet ses terres privées initialement cultivées en céréales pluviales. Organisée ensuite en associations et coopératives, elle s'est chargée du gardiennage des sites aménagés et de la taille de l'*Atriplex nummularia*.

L'INRA a accompagné la communauté en termes de recherche-développement sur les techniques les plus adéquates compte tenu des contextes socio-environnemental et économique de Sekouma-Irzaïne.

Principaux résultats obtenus

Sur le plan technique,

En automne, la phytomasse moyenne d'*Atriplex nummularia* est de l'ordre de 550 kg Matière Sèche (MS)/ha. Le RGA se situe autour de 25%. Dans des sites similaires non aménagés (témoin), la phytomasse ne dépasse pas 50 Kg MS/ha et le RGA de la végétation y est inférieur à 5%. Au printemps, la phytomasse de l'arbuste produite est de l'ordre de 950 Kg MS/ha grâce notamment aux pluies piégées par les ados. Le recouvrement global aérien

¹ Eau perdue dans l'air à partir à la fois de la surface du sol et de celle de la culture

² Dit aussi ados ou levée de terre.



Photo : Mohamed Acherkouk

Séance d'observation sur le terrain

de la végétation approche 40% et le rendement du blé dépasse en moyenne 10 quintaux/ha dans les sites aménagés en *Alley-cropping*, contre moins de 6 qx/ha dans les sites non aménagés.

Quant à la diversité floristique et indépendamment de la saison, nous notons, dans les sites aménagés par la technique d'*Alley-cropping*³ et laissés en jachère, un cortège végétal spontané très dense et très diversifié. Les espèces qui le constituent ont divers intérêts: pastoral, fourrager, médicinal, aromatique, mellifère, etc. Nous pouvons en citer : *Stipa retorta*, *Diptotaxis* sp, *Convolvulus* sp, *Eryngium campestre*, *Muscari comosum*, *Stipa parviflora*, *Anthyllis cytisoides*, *Salsola vermiculata*, *Atriplex semibaccata*. Chez la majorité de ces espèces, il est noté une régénération naturelle, parfois spectaculaire, grâce aux pluies capturées par la technique de ligne de contour et utilisées lentement par la végétation.

Les résultats de l'atelier de restitution

Nous avons organisé à la fin de l'étude (28 mai 2008) à El Aioun, une journée régionale de concertation avec les acteurs locaux sur les techniques de collecte des eaux pluviales (TCEP), avec la participation de l'ICARDA. Cet atelier avait pour objectifs :

- la restitution et la validation des résultats de recherche obtenus dans le domaine des TCEP ;
- la collecte des propositions et recommandations permettant d'identifier les TCEP adéquates susceptibles d'être diffusées à grande échelle.

La journée a engagé beaucoup de débats en matière de politique, de stratégie et de programmes de conservation des eaux et des sols à promouvoir dans le futur. Tous

ces débats avaient un point commun qui est l'implication active des communautés locales tout au long du processus de développement.

De leur côté, les représentants de la communauté reconnaissent l'impact très positif des TCEP. Ces impacts s'observent notamment en termes d'amélioration des conditions hydriques entre les lignes de contour, et, donc, d'augmentation du rendement de la culture intercalaire, ainsi qu'un fourrage vert (*Atriplex nummularia*) disponible toute l'année. Celui-là permet à l'éleveur d'épargner beaucoup d'unités

fourragères, en l'occurrence les aliments de bétail, qu'il a l'habitude d'acheter au marché. Pour les agriculteurs sans animaux, ils procèdent à la location de leurs plantations d'*Atriplex nummularia*, à des éleveurs (nomades, souvent) venus d'autres territoires de la région de l'Oriental. Il est important de souligner ici que cette pratique de location, n'ayant jamais existé avant, est en train de devenir actuellement une très bonne activité génératrice de revenu dans toute la commune rurale de Tancherfi.

Conclusion et recommandations de l'étude

Le système de ligne de contour améliore substantiellement le disponible hydrique du sol, et partant, fournit une multitude de fonctions :

- fixation des sols et stockage des eaux pluviales ;
- amélioration de la couverture végétale ;
- amélioration de la production céréalière ;
- amélioration de la production pastorale et fourragère ;
- amélioration de la diversité floristique.

De là, il nous semble que la solution de la problématique générale des ressources naturelles des zones arides passe par le traitement de la question fondamentale de collecte des eaux de

pluie et de conservation des sols, en impliquant activement les communautés locales. Pour ce faire, il est nécessaire :

- d'avoir plus de volonté politique du problème d'eau en vue d'élaborer une stratégie nationale claire ;
- de soutenir la recherche scientifique afin de poursuivre les études d'impact des TCEP ;
- de renforcer les capacités des communautés locales sur les techniques de TCEP ;
- de continuer l'étude dans une zone pilote de l'Oriental en tenant compte de tous les autres aspects ;
- d'élaborer un grand projet pilote de recherche-développement en matière de TCEP en zones arides, commun à plusieurs pays africains.

Mohamed ACHERKOUK, Chercheur et Chef du Service de Recherche-Développement à l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Oujda (Maroc)

Abdessalam MAATOUGUI, Chercheur et Coordinateur de l'Unité de Recherche à l'Institut National de la Recherche Agronomique d'Oujda (Maroc)

Hassan BENAOUA, Chercheur et Chef du Centre Régional de la Recherche Agronomique de Kénitra (Maroc)

Mohamed EL MOURID, Chercheur et Coordinateur Régional au Centre International de la Recherche Agronomique en Zones Sèches (ICARDA, Tunisie)

³ Les plants d'*Atriplex nummularia* sont plantés le long des lignes de contour et perpendiculairement à la pente. Entre les lignes, est pratiquée une culture céréalière à base d'orge, de blé ou d'avoine.



Réforme de l'accompagnement des producteurs au Nord-Cameroun : leçons d'un partenariat entre Recherche – Développement – Producteurs

Havard Michel et Djamen Nana Patrice

14



Photo : HKossourma Libaa Natali

Récolte Coton Nord Cameroun

Au Nord Cameroun, les mutations en cours exigent que les acteurs du développement agricole passent du prescriptif à l'accompagnement des producteurs. Pour ce faire, la recherche, le développement et les producteurs ont développé, en partenariat, le conseil à l'exploitation familiale (CEF). La mise en œuvre du CEF a fait évoluer les postures et pratiques des partenaires, mais il faut du temps et de l'innovation pour aboutir à un réel équilibre des rapports et à un meilleur partage des savoirs.

Au Nord-Cameroun, la production de coton est en crise : chute, en 2005, de 220000 tonnes (avec 300000 producteurs organisés en 1800 groupements à 146000 tonnes, en 2008, avec 218000 producteurs). Les exploitations agricoles se sont fortement atomisées. La famille composée, en moyenne, de 6 personnes, dont 3 actifs, est la principale source de main d'œuvre. Moins de 30% des producteurs sont équipés en traction animale et les surfaces cultivées sont relativement faibles : en moyenne 2 hectares (ha) dont plus de la moitié en céréales, et 15 à 20 % en coton. Les exploitations satisfont difficilement leurs besoins car leurs

revenus, compris entre 200 et 300.000 FCFA par année, sont faibles, et 50 à 60 % d'entre elles assurent difficilement l'alimentation de la famille pendant la période de soudure alimentaire.

L'appui « traditionnel » apporté à ces producteurs est basé principalement sur le modèle de vulgarisation de la Société de Développement du Coton au Cameroun (SODECOTON, société publique de développement) et sur le système « Formation et Visites » mis en œuvre par le programme national de vulgarisation et de recherche agricoles (PNRVA). Cet appui, très sectoriel, dirigiste, axé sur la diffusion des

innovations techniques, a été très efficace ces dernières décennies. Il a permis, entre autres, le doublement des rendements en coton à la fin des années 70, et l'équipement en traction animale. Mais, ce dispositif, dont le fonctionnement est resté longtemps basé sur des relations à sens unique (la recherche met au point, le développement diffuse et les producteurs adoptent, sans véritable concertation entre les acteurs) présente des limites de plus en plus reconnues : stagnation des rendements en coton depuis une décennie, faible taux d'adoption de certaines techniques culturales et faible capacité de prise de décision des planteurs.

Le système de « formation et visites »

Le système de « formation et visites » (F&V) a été inauguré en 1967 par Daniel Benor en Turquie et fortement diffusé par les programmes de la Banque Mondiale. Ce dispositif, fondé sur une relation étroite entre la recherche, la vulgarisation et les producteurs, s'appuie sur un réseau dense de vulgarisateurs, formés régulièrement à tous les niveaux en fonction des problèmes rencontrés sur le terrain par les producteurs. Il avait pour objectif d'augmenter la productivité agricole en analysant les problèmes techniques rencontrés par les producteurs de base en diffusant, sous forme de paquets technologiques, les acquis de la recherche susceptibles d'y répondre. Ce système repose sur deux principes essentiels : i) la formation continue des encadreurs et des paysans, ii) les visites programmées à jours fixes des encadreurs aux paysans organisés en groupes de contact, les premiers chargés de véhiculer des messages techniques à l'ensemble des autres paysans

De plus, le secteur agricole est aujourd'hui sujet à des mutations complexes. La libéralisation de l'économie et la crise cotonnière (hausse du prix des intrants, chute des cours et instabilité des revenus) exigent que les producteurs s'organisent pour gérer les services dont ils ont besoin, et mieux négocier avec les acteurs des filières de production. Ils doivent également améliorer les performances technico-économiques de leurs systèmes de production pour s'adapter à l'ouverture des marchés. Du fait de la complexité de ces évolutions, les différents acteurs du développement agricole doivent renouveler leurs pratiques et passer de l'encadrement des producteurs à leur accompagnement. Ceci rend nécessaire l'appropriation des dispositifs d'appui et de nouveaux outils et méthodes par les producteurs et justifie la démarche du CEF.

Renforcement des capacités des producteurs

Le CEF (Conseil à l'Exploitation Familiale) est une démarche d'aide à la décision élaborée par l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) et le Centre International de Recherche Agromotique pour le Développement (CIRAD) dans le cadre du Pôle de Recherche Appliquée au Développement des Systèmes Agricoles d'Afrique Centrale (PRASAC). Sa finalité est de développer les capaci-

tés et responsabilités décisionnelles des paysans. Le CEF est un processus d'apprentissage mutuel entre les paysans et les conseillers visant à développer la réflexion. Il vise aussi à faire évoluer les représentations de l'agriculteur ainsi que les relations entre les conseillers, les paysans et les chercheurs vers des rapports plus équilibrés où les savoirs sont davantage partagés.

Le CEF prend en compte le fonctionnement global de l'exploitation, c'est-à-dire toutes les composantes de l'exploitation - les différents types de parcelles, les troupeaux, la famille, la main d'œuvre extérieure, etc. Ce dont les paysans ont témoigné en disant : « *le conseil nous aide dans notre vie* ». Il s'appuie sur l'analyse des pratiques des producteurs (la manière dont ils mènent leurs activités), et suscite la réflexion, notamment stratégique, afin d'aller à l'encontre du fatalisme. Ceci est exprimé par les paysans de la manière suivante : « *le conseil apporte un développement des idées* », « *avec le conseil, on comprend que ce n'est pas Dieu qui ne nous aime pas* ». Il favorise le développement de raisonnements des paysans fondés sur la prévision, l'action et l'évaluation des conséquences de la décision. Le CEF aide à l'analyse et à la prise de recul sur les activités et leurs résultats : « *Avant, on prenait dans le grenier et quand il était vide on se débrouillait. Cette année, j'ai stocké et, aujourd'hui, j'ai encore des sacs* ». Enfin, il intègre progressivement les aspects économiques, d'abord par des calculs simples (dépenses et recettes), puis plus complexes : marges brutes, comptes d'exploitation (« *avant, si on avait des sacs on pensait qu'on gagnait* »).

Les participants au CEF sont des volontaires déterminés à faire évoluer leurs pratiques et leurs systèmes de production afin de mieux répondre à leurs objectifs. Le programme proposé est consacré, les deux ou trois premières années, à l'animation de groupes de paysans sur les bases de la gestion. Il est souple, progressif et constitué de modules indépendants. Il permet le raisonnement sur des thématiques concrètes et immédiates (sécurité alimentaire de la famille, gestion de la trésorerie de l'exploitation, programme prévisionnel de la campagne agricole), identifiées comme principaux facteurs de blocage des exploitations, et conçues pour amener les producteurs à intégrer la mesure et la prévision dans leurs pratiques. Le programme porte aussi sur la définition et l'utilisation d'indicateurs technico-économiques : initiation au calcul économique en effectuant un compte recettes - dépenses par culture, comparaison, pour les principales cultures, des résultats obtenus par les producteurs aux référentiels techniques régionaux afin de savoir où se situent leurs atouts et leurs insuffisances

et les aider à opérer les ajustements adéquats. Enfin, un conseil stratégique peut être développé pour des paysans individuels : le conseiller accompagne le producteur dans le choix et la mise en œuvre de projets à court et moyen terme (investissement, réorientation d'activités de l'exploitation...) et qui font appel à des calculs et concepts plus complexes.

Pour ouvrir et développer le champ de références techniques des producteurs, des actions techniques liées aux processus de production ou à la gestion des ressources naturelles (multiplication des semences, tests et démonstrations d'équipements, expérimentations sur la fumure organique, etc.) sont aussi proposées aux producteurs. Ces actions permettent aux producteurs d'accélérer leur appropriation de la démarche (changements de pratiques) et de renforcer leur adhésion par l'apport d'éléments concrets (tests, démonstrations). Ce changement est important pour les producteurs qui se considèrent habituellement comme des « manœuvres » dans les expérimentations qu'ils réalisent avec la recherche et le développement.

Des fiches techniques, des grilles et des tableaux, pour aider les producteurs à mieux estimer leurs besoins et leurs ressources, leur sont proposés en supports. Pour les paysans alphabétisés, et qui le désirent, un carnet d'exploitation, outil de diagnostic, de suivi et de gestion des activités, regroupant des informations sur la structure, les performances et le programme prévisionnel de l'exploitation, ainsi que des fiches de suivi technico-économiques des cultures sont fournis.

Principales étapes du partenariat entre paysans, développeurs et chercheurs

La mise en œuvre de la démarche de CEF s'est déroulée en trois grandes étapes au cours desquelles les rôles des acteurs partenaires dans le fonctionnement du dispositif ont évolué :

- De 1999 à 2002, la démarche de CEF a été élaborée par la recherche avec l'appui d'une dizaine d'animateurs de la recherche et du projet de Développement Paysannal et Gestion des Terroirs (DPGT) auquel environ 400 paysans, soit une trentaine de groupes, ont participé;
- En 2003, la recherche s'est progressivement désengagée et s'est recentrée sur la formation des conseillers et le suivi des activités de terrain. L'Organisation des producteurs de coton du Cameroun (OPCC-GIE), et la SODECOTON ont pris le relais sur le terrain. Ils ont chacun mobilisé une dizaine d'agents qui ont testé le CEF auprès de 450 paysans (environ 25 groupements) ;



Photo : Michel Havard

Groupe de paysans en conseil avec le conseiller Nord Cameroun

■ Depuis 2004, le pilotage de l'opération est assuré par la SODECOTON dont les agents mettent en œuvre le CEF auprès de Groupements de paysans (GP) rattachés à l'OPCC-GIE (voir encadré) ; les formations et le suivi étant assurés par le Service d'appui au développement local, Groupement d'intérêt économique (SADEL-GIE), prestataire formé à la démarche par la recherche, qui n'est pas impliquée directement dans cette phase ; en 2007, les opérations de CEF de la SODECOTON ont touché 9 chefs de région, 38 chefs de secteur, 78 chefs de zone, 126 groupements de paysans et environ 1 500 paysans.

Pendant ces trois phases, les concertations permanentes entre agriculteurs, développeurs et chercheurs à l'occasion de l'évaluation des activités, des visites et des échanges ont permis d'opérer des ajustements appropriés sur la méthode et les outils, qui sont encore à parfaire. Dans la mise en œuvre du CEF, la co-production de savoirs par les agents et les agriculteurs est désormais admise. Mais, le fort taux d'analphabétisme des paysans et le manque de lettrés pour assurer les fonctions des bureaux des GP, de même que le manque de conseillers formés sont des contraintes fortes à la mise en œuvre et à l'appropriation de ce conseil. Il en résulte que le savoir du producteur est encore souvent placé en-dessous de celui du vulgarisateur, et que les producteurs rencontrent des difficultés pour contrôler les activités du bureau de leurs GP et OP. Enfin, le suivi rapproché nécessaire à la mise en œuvre du CEF se traduit par un coût élevé, hors de portée de la majorité des exploitations agricoles du Nord Cameroun.

Cette recherche en partenariat a, cependant, progressivement suscité un changement et créé un processus d'apprentissage mutuel (se comprendre, s'écouter, se parler) et d'acquisition de connaissances chez les différentes parties prenantes : recherche, développement et paysans. Tous les acteurs ont perçu la valeur ajoutée et le bénéfice mutuel générés par le travail en partenariat. Mais, ces premières années ont plus engendré une sensibilisation des agents et des producteurs sur certains des principes de la démarche qu'une réelle modification de leurs pratiques.

Malgré une efficacité avérée, le CEF est encore peu développé au Cameroun, sa mise en œuvre étant confrontée à des difficultés de gouvernance, de prise en charge (le coût annuel du CEF par exploitation est élevé, entre 60 000 Fcfa et 120 000 Fcfa, comparé au revenu annuel moyen des exploitations agricoles) et de pérennisation du dispositif. Le faible niveau de formation des paysans et le manque de ressources humaines capables d'assurer la fonction de conseiller sont aussi des freins importants à la diffusion du CEF.

En outre, la satisfaction des besoins en conseil des paysans exige la création de nouveaux services spécialisés dans l'appui-conseil. Les exemples de la SODECOTON et du Mali montrent que l'ancrage du CEF au sein de filières organisées (coton, maraîchage, élevage péri-urbain, etc.) avec des opérateurs installés dans la durée et des interprofessions est à privilégier. La mise en œuvre du partenariat dans l'accompagnement nécessite le renforcement des bases conceptuelles et théoriques des chercheurs et des conseillers, mais aussi d'évolution de leurs rôles, et de leurs attitudes dans la communication avec les partenaires. Elle fait émerger le besoin d'une

L'Organisation des Producteurs de Coton du Cameroun (OPCC) (2000-2010)

L'OPCC, structure de représentation des producteurs, a été créée en juillet 2000, avec un statut de groupement d'intérêt économique (GIE). Cette organisation est gérée par un conseil d'administration de 11 personnes. Ses objectifs sont : i) de représenter les producteurs de coton auprès des autorités locales, régionales, nationales et auprès de la société cotonnière, ii) de défendre les intérêts des producteurs de coton, iii) d'informer les membres, iv) d'améliorer les conditions de vie des producteurs, v) de favoriser les échanges internes avec les groupements membres et avec les autres organisations paysannes au niveau national et international.

Environ 1800 groupements (près de 250 000 producteurs) étaient membres de l'OPCC en 2007.

L'OPCC a été remplacée en janvier 2010 par la Confédération nationale des producteurs de coton (CNPC-Cameroun).

« nouvelle école » pour les universités, les lycées, les écoles et les agriculteurs pour s'adapter aux changements en cours. Les expériences du CEF au Cameroun, mais aussi dans d'autres pays comme le Tchad, le Mali, le Burkina-Faso et le Bénin, mettent en évidence le besoin de temps et de continuité dans l'action pour passer de l'encadrement à l'accompagnement des producteurs et pour aboutir à des résultats convaincants, et à des relations entre les conseillers, les paysans et les chercheurs où les rapports sont plus équilibrés, et où la notion de savoirs est davantage partagée.

Havard Michel, CIRAD, UMR Innovation, Montpellier, France
E-mail : michel.havard@cirad.fr.

Djamen Nana Patrice, African Conservation Tillage Network (ACT), Ouagadougou, Burkina Faso
E-mail : djamenana@yahoo.fr.

Références

Anouilh D., Mboup C. M., 2008. 50 ans d'histoire du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et Centrale. Grain de sel 41-42 : 23-24. <http://www.inter-reseaux.org/revue-grain-de-sel/41-42-l-agriculture-en-quete-de/article/50-ans-d-histoire-du-conseil-2678>
Benor D. et Baxter M., 1984. Training and visit extension. World Bank. 202 p.
Djamen Nana P., Djonnéwa A., Havard M., Legile A., 2003. Former et conseiller les agriculteurs du Nord-Cameroun pour renforcer leurs capacités de prise de décision. Cahiers Agriculture 12 : 241-245.
Havard M., Dugué P., Coulibaly Y., 2007. Mali : aider les paysans à mieux gérer leur exploitation. *Travaux et Innovations* 138 : 46-50.
Vall E., Djamen P., Havard M., Roesch M., 2007. Investir dans la traction animale : le conseil à l'équipement. *Cahiers Agriculture* 16 (2) : 93-100.

L'agro-écologie dans les écoles secondaires d'Argentine

Santiago J. Sarandon et Claudia C. Flores



Photo : Santiago J. Sarandon et Claudia C. Flores

Formation de formateurs en Argentine

Un groupe de chercheurs universitaires travaillent sur un modèle d'enseignement agricole conçu pour relever les nombreux défis rencontrés par l'agriculture argentine. Plutôt que de se contenter d'ajouter une dimension « verte » au contenu du programme actuel, le fait de travailler avec les enseignants des écoles rurales de la province de Buenos Aires donne des résultats très prometteurs.

L'agriculture contribue de manière significative à l'économie nationale de l'Argentine. Au cours des dernières décennies, aussi bien les petites que les grandes exploitations agricoles ont réussi à accroître leur rendement, mais avec de graves effets secondaires. Les agriculteurs, les chercheurs et les décideurs sont confrontés au défi de l'accroissement de la production et du rendement, mais d'une manière économiquement viable, écologiquement rationnelle et socialement acceptable.

La réalisation de ces objectifs exige des professionnels formés à cet effet. Toutefois, pendant des décennies, le modèle d'enseignement agricole de l'Argentine s'est focalisé sur des approches qui augmentent la dépendance des intrants externes et en a ignoré les coûts sociaux et environnementaux. En conséquence, le profil de ceux qui sont actuellement en fin d'étude semble très insuffisant pour prendre en charge de façon opérationnelle les nouvelles orientations agro-écologiques.

Alors que les questions liées à l'environnement sont étudiées dans de nombreuses universités, l'on a beaucoup moins insisté dessus dans les instituts techniques ou les écoles secondaires. En Argentine, les écoles agricoles jouent un double rôle : elles servent d'institutions d'enseignement

secondaire et préparent les étudiants à la vie future, souvent dans les travaux agricoles. La Province de Buenos Aires compte plus de 50 écoles agricoles et 17 000 étudiants environ. Dans la mesure où seul un faible pourcentage d'entre eux entre à l'université, leur compréhension de l'agriculture (et des activités ultérieures) est façonnée par les perspectives et priorités définies par l'école.

Plusieurs chercheurs de l'*Universidad Nacional de La Plata* sont parvenus à la conclusion selon laquelle une nouvelle approche globale de l'enseignement agricole est nécessaire en se focalisant sur une nouvelle façon de penser et de comprendre la réalité. Cette approche doit aller au delà de l'introduction d'un « contenu vert » dans le programme scolaire. Au contraire, les cours devraient suivre une vision globale qui inclut des aspects biologiques, physiques, chimiques, écologiques et sociaux, notamment une perspective économique, politique et culturelle. Nous nous sommes rendu compte que nous n'y parviendrions qu'en travaillant en collaboration avec l'ensemble des acteurs concernés, en particulier avec les personnes en charge des classes dans ces écoles. Aussi la Faculté des Sciences agricoles et de la Foresterie de notre université a-t-elle décidé de concevoir et de mettre en oeuvre un cours pour former des enseignants à ce rôle.

Depuis 1998, ce cours se focalise sur l'analyse de problèmes résultant de la prédominance des pratiques agricoles conventionnelles, fournissant ainsi des alternatives basées sur une perspective systémique globale et des outils méthodologiques visant à diagnostiquer, évaluer et surveiller les exploitations agricoles et les écosystèmes. Nous nous intéressons particulièrement au développement d'une approche pédagogique novatrice, impliquant les enseignants et, à travers eux, les étudiants dans le processus de compréhension des questions rurales et de recherche de solutions.

Cours modulaires

Ce cours est structuré de manière à permettre aux enseignants des zones rurales d'y participer. Organisé une fois l'an, chaque cours dure 4 mois environ et réunit généralement 20 à 35 enseignants à former. Il n'est pas nécessaire d'être constamment présent : le cours comprend une session d'une journée tous les mois, dans l'une des écoles où travaillent les étudiants. Chaque session porte sur un des principaux modules (voir encadré). Tous les participants reçoivent les documents à l'avance afin de pouvoir se préparer à participer aux débats au cours de la session. Chaque pochette à brochure comprend un guide et un questionnaire que les étudiants doivent remplir et retourner. Les sessions permettent de débattre des idées et des théories, de lever les doutes ou de répondre aux questions spécifiques. Les Participants sont invités à comparer les théories avec leurs propres expériences.

Le principal objectif visé est de fournir un forum de discussion. Pour ce faire, les étudiants sont répartis en groupes, pour essayer d'intégrer des milieux et expériences différents. Dans la mesure du possible, des visites organisées sont effectuées pour permettre aux étudiants d'observer et d'évaluer les systèmes de production locaux, leur portée et limites et de préparer ensuite un rapport qui sera utilisé dans les discussions de groupe. Les modules encouragent la participation active de tous les étudiants. A la fin du cours, ils devront tous faire une proposition montrant comment ils comptent introduire un accent agro-écologique dans leur propre école.



Photo : Santiago J. Sarandon

Populations locales en train d'entretenir un canal d'irrigation

Principales réalisations

Ayant travaillé avec 150 enseignants depuis que nous avons commencé à dispenser ce cours, nous sommes très heureux de constater un degré élevé de motivation et beaucoup d'intérêt à suivre ce cours. La structure du cours s'est avérée flexible et adaptable aux besoins des participants qui continuent tous d'exercer le métier d'enseignant. Comme l'a dit l'un d'entre eux, « Nous n'avons pas besoin d'aller à l'université, mais c'est plutôt l'université qui vient à nous ». Cette structure leur a permis de terminer le cours avec plus de facilité. Le cours fournit aux étudiants un bon support de lecture et des informations pertinentes rédigées en Espagnol, et qui concernent toutes les zones rurales de l'Argentine. En plus de la littérature, tous les participants apprécient l'occasion qui leur est donnée d'aller sur le terrain avec l'ensemble du groupe (ou d'accueillir le groupe dans leurs propres écoles) pour

examiner les véritables problèmes et en discuter. Cela permet de mieux comprendre les concepts de l'agroécologie. Un autre étudiant a fait la déclaration suivante « Ce cours nous a donné les outils nécessaires pour comprendre les problèmes que nous constatons dans notre région et voir la logique d'une alternative agroécologique ».

En général, les résultats des travaux que nous avons effectués avec les enseignants ont été positifs. Dans certains cas, comme ceux des écoles de Bavio et d' Abasto, nous avons vu des enseignants ajouter des activités pratiques à leurs programmes quotidiens. Dans d'autres (Tres Arroyos, par exemple), un groupe d'enseignants a réussi à changer l'ensemble du programme et le mode d'enseignement de leur école, prenant l'agroécosystème plutôt que l'exploitation agricole comme point de départ. Nous avons également constaté des changements dans les communautés où se trouvent les écoles. Un changement très net a été constaté compte tenu de la « demande » concernant les informations sur l'agroécologie et l'agriculture durable. Trois écoles nous ont demandés de reprendre le cours, l'année suivante.

Mais, alors que les réalisations ont été encourageantes, cette approche de la formation des enseignants et de l'introduction de l'agroécologie dans les écoles secondaires connaît encore des difficultés. L'un des principaux inconvénients en est la préférence des étudiants pour le « contenu », abstraction faite des autres compétences ou attitudes (comme la pensée critique ou les compétences analytiques), qui sont tout aussi importantes. Le manque de conférenciers expérimentés pour ce genre de cours, ou de bons exemples au niveau local constitue une autre difficulté.

Un des aspects qui ont entravé la mise en oeuvre de ces idées dans les programmes de l'école est l'idée générale selon laquelle l'agroécologie se limite à l'agriculture sans intrants chimiques, et que cette formule ne peut être adoptée que dans des surfaces réduites. Cela peut être un grave inconvénient, comme, par exemple, dans les pampas argentines. Malgré ces restrictions et ces difficultés, le fait de l'élaborer et de

l'enseigner a été une expérience très gratifiante, enrichissante et motivante. Nous avons pu réduire la distance entre l'université et les zones rurales et contribuer ainsi au développement et à la diffusion de concepts et d'idées sur l'agriculture durable.

Qu'est-ce qui se passe au Brésil

Une étude récente menée au Brésil a révélé que 110 cours sur l'agroécologie de différents niveaux, existent dans le pays. Plusieurs d'entre eux font partie des programmes de MSc (Master) ou de PhD (Doctorat). Cela semble être une bonne nouvelle dans la mesure où c'est probablement un record mondial. Mais *ABA-Agroecologia* (l'Association brésilienne d'Agroécologie) est également assez préoccupée car elle craint que les enseignants qui dispensent ces cours suivent les mêmes approches pédagogiques et méthodologiques qui prévalent dans d'autres départements d'enseignement formel et de vulgarisation. *ABA-Agroecologia* a commencé à se poser plusieurs questions. Comment ces enseignants se préparent-ils ? Ces nouveaux cours suivent-ils une perspective systémique et globale ? Les relations entre les différentes disciplines ont-elles fait l'objet de suffisamment d'attention ? Accordent-ils de l'attention aux connaissances locales ou aux processus d'innovation locaux ?

Pour essayer de répondre à ces questions, nous avons lancé un processus visant à décrire et à analyser tous ces cours et programmes. L'intention n'est pas de contrôler ou de comparer les cours, mais plutôt de susciter un débat national pouvant nous aider à définir le meilleur moyen de soutenir les universités, les écoles et les institutions et d'améliorer notre travail. Notre idée est de suivre le même modèle qui a réuni, au cours de l'année 2009, différentes expériences qui ont abouti au VII^e Congrès sur l'Agroécologie organisé à Curitiba au mois de novembre. Ce processus comprenait une série de rencontres qui se sont tenues dans différentes régions ainsi qu'une documentation et une analyse détaillées de chaque expérience. Avec le soutien financier du gouvernement fédéral, nous sommes sûrs que ce processus connaîtra du succès.

Santiago J. Sarandon et Claudia C. Flores travaillent à la Faculté des Sciences agricoles et de la Forêt, Universidad Nacional de La Plata, Buenos Aires, Argentine. E-mail : sarandon@agro.unlp.edu.ar ; cflores@agro.unlp.edu.ar

Ma. Virginia de Almeida Aguiar, Département de l'Education et de la vulgarisation rurale, Universidade Federal Rural de Pernambuco. E-mail : mvirginia@gmail.com

Programme du cours

Le contenu du cours est le suivant :

Module 1 : Analyse des approches agricoles conventionnelles et de leurs conséquences, l'influence de la Révolution verte; aspects socioéconomiques et écologiques et l'émergence d'une perspective d'agro-écosystèmes.

Module 2 : Analyse des changements opérés dans les écosystèmes par des activités agricoles. L'accent est mis sur le rôle de la biodiversité, l'importance de l'efficacité énergétique et ses liens avec la durabilité.

Module 3 : Gestion durable des écosystèmes et les pratiques de production alternatives. Interactions et dynamiques des populations. Différents types « d'agriculture alternative » : biodynamique, organique, permaculture.

Module 4 : Analyse et évaluations; évaluation des agro-écosystèmes. D'autres mesures s'imposent pour introduire cette approche dans toutes les écoles agricoles secondaires de la province.

L'autonomisation des femmes par la gestion des connaissances : l'exemple des « Clubs d'écoute » de Gasseda au Niger

Ali Abdoulaye



Femmes leaders du Club d'écoute de Dantchandou recevant le représentant de la FAO

Photo : Ali Abdoulaye

19

Promouvoir la maîtrise des connaissances et leur gestion par les femmes du Niger, pour assurer leur autonomisation dans la production agricole et la sécurité alimentaire est le crédo de l'ONGVIE/KANDE NI BAYRA. Avec le soutien du projet DIMITRA de la FAO, la vie des femmes rurales est en train de se transformer positivement.

Gasseda est un village situé dans la région de Tillabéri à 65 km à l'Est de la capitale Niamey. Les populations tirent leurs revenus essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce. Comme dans la plupart des contrées du pays, les femmes sont généralement marginalisées. Elles ne sont pas scolarisées et n'ont pas voix au chapitre lorsque des décisions engageant la vie de la communauté sont prises. L'accès à la terre, au crédit et à la formation relèvent du miracle face aux réflexes conservateurs ancestraux. Encouragées par l'ONG Volontaires pour l'Intégration Educative (VIE - Kande Ni Bayra « Apporte ton savoir »), les populations ont mis en place des espaces pour partager l'information et transformer qualitativement leurs conditions de vie. L'ONG est fortement encadrée par des partenaires notamment le projet FAO-DIMITRA qui intervient essentiellement dans l'information et communication pour la promotion de la femme rurale (voir encadré).

Ecouter, dialoguer et partager les connaissances pour le changement

En juillet 2009, quatre « clubs d'écoute » sont créés dans le village dont trois composés exclusivement de 100 femmes et un autre groupe avec une vingtaine d'hommes non touchés par l'exode rural. Ces « Clubs d'écoute », une initiative de l'ONG VIE Kande Ni Bayra, ont pour ambition de promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes rurales. De même, des centres d'alphabétisation pour les jeunes sont installés.

Le club d'écoute est un regroupement de femmes et d'hommes autour d'un centre d'alphabétisation. Pour l'instant un village abrite un seul centre d'alphabétisation et est considéré comme un club d'écoute. Un club d'écoute dispose d'un seul téléphone portable à chargeur solaire mais peut compter 3 à 4 groupes. Chaque groupe

devrait être considéré comme un club mais deux obstacles bloquent, pour le moment, cette évolution. Le premier est matériel. En effet, chaque club doit avoir tout le nécessaire : radio, téléphone et centre d'alphabétisation. Or, ce n'est pas encore le cas. Le second est que si les groupes sont trop autonomes les uns par rapport aux autres le champ d'échange et de partage s'en trouverait limité.

Lorsque les femmes discutent en profondeur d'une thématique relative à leurs préoccupations, avec l'accompagnement de l'animatrice du centre et/ou d'une personne ressource, elles prennent d'abord confiance en elles-mêmes et convient ainsi le sous groupe des hommes pour des échanges constructifs. Aussi, lorsqu'une thématique est jugée d'importance communautaire avérée, les femmes invitent la radio communautaire pour un enregistrement de la synthèse de leurs opinions sur ladite thématique.

Cet enregistrement radiophonique fait l'objet d'un montage par les techniciens de la radio communautaire que le projet ce doté de kits de reportage numérique. L'élément est alors diffusé sur les ondes de la radio et suscite des réactions en direct par les téléphones portables mis à la disposition des populations. Ces avis, remarques, observations et suggestions débouchent souvent sur la relance d'une nouvelle préoccupation. Depuis un an, les thématiques abordées par les clubs d'écoute s'inscrivent autour des préoccupations liées à l'accès aux informations sur les intrants agricoles et leur utilisation, à la santé humaine, des végétaux et des animaux, à l'éducation, aux recettes culinaires, à la démocratie, à la décentralisation, à la citoyenneté, à la culture de la paix, etc.

Les clubs d'écoute : un espace de collecte d'informations et de dialogue

Les préoccupations des femmes rurales sont principalement mises en avant dans les discussions. Les clubs permettent donc, de collecter des informations auprès des femmes rurales, facilitent le dialogue entre tous les acteurs au sein de la communauté et contribuent à la dissémination des bonnes pratiques. L'appropriation de ces expériences et leur mise en œuvre, permettent notamment aux femmes de contribuer de manière significative à la souveraineté alimentaire.

A Gasséda, les populations, particulièrement les femmes, avaient une hantise des « incendies de village ». A cela s'ajoutaient les questions d'environnement et d'assainissement du village. A la suite, d'une séance d'écoute axée sur la « santé au village », les populations prennent à bras le corps la question. Une Assemblée générale est convoquée. Tout le monde (hommes et femmes) participe au débat. Les solutions pour l'assainissement du village sont discutées. Une synthèse écrite avec les solutions retenues est adoptée par l'Assemblée. Les populations sont formées à la collecte des ordures en dissociant les poubelles. Un jour est retenu dans la semaine pour réaliser un « assainissement public ». Toutes les familles participent à l'activité. Des fosses sont creusées, pour produire du compost avec les ordures. Le compost produit est utilisé pour améliorer la fertilité des sols et augmenter les rendements agricoles. Un dispositif de gestion collective est instauré. Des amendes sont fixées aux contrevenants. Au bout de 6 mois des changements significatifs sont notés au niveau de la propreté du village et un recul des « incendies de village » a été constaté. Autre résultat, la santé corporelle, surtout pour les enfants autrefois exposés à diverses maladies et à la

Présentation de l'ONG VIE KANDE NI BAYRA

VIE Kande Ni Bayra a été créé en 1998 par un groupe d'enseignants dont l'ambition est d'offrir une alternative éducative de progrès à travers un enseignement – apprentissage de qualité adapté aux préoccupations des femmes, des hommes et des jeunes des différentes contrées du Niger. Avec le soutien de plusieurs partenaires notamment le projet d'information et de communication participative Dimitra de la FAO en particulier dans la création et l'animation des « Clubs d'écoute », le développement d'un leadership féminin notamment en milieu rural. Avec 9 radios communautaires et 90 clubs d'écoutes fonctionnels, VIE a encadré 300 groupes dont 200 féminins. 211 femmes leaders ont émergé de ces clubs. Des écoles passerelles sont également mises en place. Depuis 2001, VIE est le point focal « FAO-DIMITRA » au Niger pour la zone : Mali, Tchad, Bénin, Togo et Niger.

Lancé en 1994 à Bruxelles, le projet Dimitra est géré depuis 1998 par la FAO. Projet normatif et opérationnel d'information et de communication participative, Dimitra a pour objectif d'améliorer la visibilité des populations rurales, particulièrement des femmes rurales. En effet, plusieurs études et enquêtes, ont montré que les femmes rurales étaient, généralement marginalisées. Elles ont rarement accès à la terre, au crédit, à la formation. La scolarisation et l'accès aux instances locales restent encore un luxe pour elles. Or, les femmes rurales à l'instar des hommes, sont des productrices et contribuent significativement à la souveraineté alimentaire.

Pour valoriser l'apport des femmes rurales et faire entendre leurs voix, Dimitra a mis en place le programme « Gestion des connaissances et Genre ». A travers le renforcement des capacités (l'alphabétisation avec les écoles passerelles, les ateliers de formations pour l'émergence d'un leadership féminin) et la diffusion et l'échanges d'expériences, le statut et les conditions de vie des femmes rurales s'améliorent notablement.

L'approche du projet repose sur trois principes fondamentaux :

- 1. Partenariat** : il permet la mise en valeur des connaissances locales par un travail en étroite collaboration avec des organisations partenaires locaux. Par exemple au Niger avec l'ONG VIE ;
- 2. Participation** : les organisations de la société civile participent activement au processus ;
- 3. Mise en réseau** : La diffusion d'informations et l'appui à l'échange de bonnes pratiques, d'expériences et d'idées

Pour faciliter la mise en œuvre de cette stratégie, la radio et plus particulièrement, la radio communautaire, qui est un moyen de communication incontournable en Afrique et un vecteur important du développement notamment en milieu rural est largement utilisé. La mise en œuvre de cette approche a permis une nette prise de conscience des femmes rurales, le changement progressif des rapports Homme/femmes, et le renforcement des capacités des femmes rurales. Dimitra travaille aujourd'hui avec des milliers d'organisations de base, des ONG, des Ministères et tous les acteurs et actrices du développement.

saleté, fait des progrès notables. Les repas sont désormais préparés dans des environnements mieux assainis.

Un leadership féminin en gestation

La multiplication des clubs d'écoute, le développement des radios communautaires et le recours de plus en plus facile au téléphone avec l'interaction entre clubs contribue à façonner une opinion publique informée. Les débats sur la citoyenneté, la démocratie locale et le développement encouragent les femmes rurales à s'intéresser à la gestion de leur collectivité. Des femmes leaders émergent, ici et là, grâce

aux activités de renforcement de capacités organisés par VIE-Kande Ni Bayra et aux participations à des séminaires et rencontres au plan national et international. Ainsi, 211 femmes leaders ont émergé des 200 groupements féminins encadrés par l'ONG. Certaines d'entre elles sont candidates aux élections municipales, prévue en janvier 2011 par les autorités de la transition du Niger. C'est une situation inédite dans ces localités et un acquis irréversible pour les femmes rurales.

Ali Abdoulaye
 Coordinateur National
 ONG VIE Kande Ni Bayra
 Niamey, NIGER
 Email : viebayra@intnet.net

La plateforme TECA pour le partage d'informations sur l'apiculture

Charlotte Lietaer

L'apiculture est largement pratiquée dans le monde comme une activité génératrice de revenus. Dans les pays en développement, l'apiculture est une activité à bas investissement. Cependant, le manque d'informations empêche souvent les apiculteurs de ces pays de tirer le maximum de leur activité. La plateforme TECA avec la création du Groupe d'échange sur l'apiculture a pour objectif de pallier ce problème.

Souvent, ne sachant quoi faire de la cire des abeilles, certains apiculteurs la jettent alors qu'ils pourraient l'utiliser pour la fabrication de bougies, de cirage pour bois, de produits cosmétiques, etc. De même, souvent, le rendement des ruches n'est pas optimal et les apiculteurs n'obtiennent pas le meilleur prix pour leur miel faute de « bonnes » techniques pour la production, le traitement et/ou le stockage du miel.

Pourtant, à côté des apiculteurs, il existe des instituts de recherche, des agriculteurs, des projets qui génèrent des technologies apicoles ainsi que le traitement et la commercialisation des produits issus de l'activité apicole. Mais, l'information sur ces activités reste souvent dispersée et n'arrive pas au grand public qui pourrait bénéficier de ces technologies générées et des pratiques améliorées.

C'est pour faire face aux problèmes identifiés ci-dessus et augmenter les bénéfices de la recherche et des années d'amélioration des pratiques que l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), en collaboration avec la Fédération internationale des associations apicoles (APIMONDIA), a décidé de mettre en place un groupe d'échange sur l'apiculture sur la plateforme en ligne TECA (www.fao.org/teca) où l'information et les connaissances peuvent être partagées, et où les apiculteurs et différents acteurs peuvent se rencontrer pour discuter de sujets relatifs à l'apiculture.

Un groupe d'échanges sur l'apiculture

Même s'il existe aujourd'hui beaucoup de plateformes en ligne pour l'échange, sou-



Un producteur posant dans son équipement cousu localement

Photo : Charlotte Lietaer

vent l'information est trop académique et donc difficile à interpréter pour ceux qui travaillent directement avec les petits exploitants agricoles des zones rurales. L'objectif de TECA est de promouvoir les contacts et l'échange entre les personnes intéressées par l'apiculture et, en particulier, les petits agriculteurs, à travers un langage simple et pratique. Les groupes d'échange TECA regroupent ainsi des agriculteurs individuels, des organisations et coopératives d'agriculteurs, des institutions de recherche, des organisations non gouvernementales et des individus souhaitant échanger et partager des connaissances, des expériences ou tout autre type d'informations sur un sujet particulier de l'agriculture. Les groupes d'échange TECA sont modérés. Leur accès est gratuit et ouvert à toute personne intéressée et la seule condition à remplir pour y participer, et pour interagir avec les autres membres, est d'avoir accès à l'Internet.

Créé en réponse à une demande croissante pour un centre d'information regroupant les technologies apicoles et leurs bonnes pratiques, le Groupe d'échange TECA sur l'apiculture a pour objectif de mettre à la disposition des apiculteurs, des chercheurs, des vulgarisateurs, des agriculteurs, et de tous ceux qui s'intéressent à l'apiculture, un forum électronique où ils peuvent discuter des technologies apicoles, de leurs meilleurs usages et avoir accès à des informations sur ce sujet. Le groupe permet donc à ses membres d'échanger sur ces informations, de discuter du manque de connaissances et des besoins nécessaires de développement en apiculture. Ses membres peuvent aussi explorer des espaces d'intérêt communs qui, par la suite, pourront servir de base à la création d'une future association promouvant l'apiculture et la commercialisation de ses produits de manière durable. Cependant, le succès de TECA dépend de



Photo : Charlotte Lietaer

Le pasteur Kamara montrant comment faire une ruche

22

la volonté de ses membres d'échanger et de partager des connaissances, de participer activement aux discussions et de convertir TECA en un outil de travail, la FAO jouant le rôle de médiateur et Apimondia offrant l'expertise de ses commissions techniques.

Une plateforme à usages multiples

TECA est une boîte à outils mise à la disposition des acteurs de l'apiculture pour qu'ils en fassent un vrai support de travail. Tous ceux qui disposent de technologies qui ont été testées sur le terrain et de bonnes pratiques sont invités à les

télécharger sur TECA pour que les autres membres de par le monde puissent s'en servir. Mais, le Groupe d'échange TECA pour l'apiculture peut aussi devenir un marché virtuel où les importateurs à la recherche d'un miel de qualité peuvent afficher leur demande et vice-versa, les producteurs peuvent y offrir leurs produits. M. Mari, directeur d'une coopérative d'apiculteurs en Tanzanie, a utilisé les informations disponibles sur TECA pour s'engager dans l'exportation du miel en Europe.

Ce groupe est aussi un endroit où les chercheurs peuvent rencontrer des partenaires sur le terrain pour mener des expérimentations permettant de tester la validité de leur recherche. Le potentiel du Groupe d'échange TECA sur l'apiculture est illimité. Il appartient aux membres d'en faire bon usage.

Outre les groupes d'échange, la plateforme TECA accueille aussi une base de données de technologies et de bonnes pratiques agricoles qui ont été validées avec succès en milieu rural. Les membres du groupe sur l'apiculture peuvent accéder aux informations qui existent dans la bibliothèque en ligne ainsi qu'aux discussions des forums. L'objectif est de générer un débat qui contribuera au partage des connaissances et des bonnes pratiques sur l'apiculture pour qu'elles puissent être reproduites et adaptées dans différents endroits. A titre illustratif, les membres du Groupe d'échange ont conseillé Magdalena, apicultrice au Mexique, sur la manière dont elle peut gérer le problème du papillon de la cire auquel elle est confrontée.

Le TECA en pratique

La chasse au miel est une activité traditionnelle dans beaucoup de zones rurales des pays en développement. Les « techniques apicoles » sont transmises de génération en génération et fournis-

sent le miel, ce produit précieux qui est utilisé comme nourriture, pour la préparation de médicaments traditionnels et pour les rituels et fêtes traditionnelles. Cependant, cette pratique met souvent en péril la vie du chasseur de miel qui doit escalader des montagnes pour rejoindre les colonies d'abeilles ou grimper sur des arbres pour cueillir le miel, et rarement avec une protection. En outre, les chasseurs de miel utilisent souvent le feu pour faire fuir les abeilles ou pour les tuer, ce qui leur facilite la cueillette du miel, mais présente un risque élevé. Excités pour la récolte, il arrive que les chasseurs de miel abandonnent dans la forêt le feu pas complètement éteint, ce qui peut causer des incendies. Ils récoltent aussi, de manière indiscriminée, les galettes de miel et les galettes contenant le couvain, ce qui signifie souvent la mort de la colonie entière. Ahmed, vulgarisateur agricole en Sierra Leone, a trouvé sur TECA un manuel sur l'apiculture tropicale qu'il utilise pour la formation des chasseurs de miel sur les bonnes pratiques apicoles dans un projet de gestion durable des forêts. De simples techniques comme l'utilisation d'une combinaison qui protège l'apiculteur peuvent permettre d'éviter l'utilisation du feu et de réduire l'impact de l'apiculteur sur l'environnement (abeilles et forêt). Julienne, épouse d'un apiculteur au Sénégal, a utilisé le patron qu'elle a trouvé sur TECA pour coudre l'équipement protectif pour son mari Dieuonné. Maintenant, son mari peut tranquillement récolter le miel sans avoir peur d'être piqué par les abeilles (voir photo).

De même, l'utilisation de simples ruches produites avec du matériel disponible localement comme des cylindres de rafia couverts d'herbe sèche ou des nervures de palmier raphia et de simples techniques pour la récolte du miel peuvent permettre de faire augmenter le rendement des ruches. Des ONG travaillant avec les communautés et les chasseurs de miel peuvent télécharger des manuels simples disponibles sur TECA et assister les chasseurs de miel à améliorer leurs techniques, augmenter le rendement de leurs pratiques et réduire leur impact sur l'environnement.

Charlotte Lietaer, modérateur du Groupe d'échange TECA sur l'apiculture
Email : TECA-Beekeeping @fao.org
www.fao.org/teca
Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation (OEKR)
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

La plateforme TECA

TECA est l'abréviation de *TeChnologies pour l'Agriculture*. Il s'agit d'une base de données en ligne de technologies qui ont été testées par les agriculteurs en milieu rural et prouvées efficaces. Grâce à leur description détaillée, et souvent illustrée par des dessins, photos ou vidéos, les technologies TECA sont faciles à adopter par différents agriculteurs dans le monde entier. Devenir membre du Groupe d'échange sur l'apiculture est facile et complètement gratuit. Il suffit de vous inscrire sur le site internet de TECA <http://www.fao.org/teca/node/4733>. Vous pourrez bénéficier des connaissances et expériences d'autres agriculteurs et contribuer à améliorer la productivité

et l'efficacité d'un frère ou d'une sœur qui travaille dans l'agriculture dans le monde entier. Le succès de TECA dépend largement de la volonté des membres de participer activement aux forums de discussion et de partager leurs connaissances.

Outre le Groupe d'échange sur l'apiculture TECA, il y a aussi le Groupe d'échange TECA pour l'Ouganda, un groupe d'échange axé sur l'échange de connaissances entre les parties prenantes de l'agriculture en Ouganda. Vous y trouverez des discussions et échanges de connaissances sur de nombreux sujets qui sont également applicables dans d'autres pays en Afrique.

Des partenariats pour le partage des savoirs et l'apprentissage : l'expérience du réseau FIDAFrique

Foly Akoussau



Atelier de capitalisation des projets du FIDAFRIQUE

23

Photo : FIDAFRIQUE

Utiliser les savoirs pour accroître l'efficacité en matière de développement rural est l'ambition du réseau subsaharien FIDAFrique, initié par le FIDA et coordonné par la Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest. La stratégie consiste à créer des partenariats pour promouvoir les bonnes pratiques et contribuer à l'élaboration de politiques de développement rural inclusives. Les moyens d'action utilisés pour obtenir les résultats sont le renforcement de capacités, l'appui-coaching, la promotion des supports et espaces d'échanges.

La collaboration et l'échange d'informations entre projets de développement financés par le FIDA étaient plutôt faibles. C'est pourquoi FIDAFrique, depuis son lancement, mène une série d'activités destinées à tisser des liens indispensables pour le partage des savoirs. Les différents plans de travail mettent l'accent sur la création d'aptitudes nécessaires au partage d'informations et la mise en place ou la promotion des outils et espaces d'échanges.

Plus de 100 agents de projets et d'institutions partenaires de FIDAFrique ont été formés entre 2009 et 2010 aux techniques de capitalisation des expériences et des innovations au sein des programmes de développement. Ces différentes sessions ont permis aux participants de maîtriser la gestion des processus de capitalisation et d'élaborer des plans de promotion des innovations pour leurs projets respectifs.

Au Mali, avec le Fonds de Développement de la Zone Sahélienne (FODESA), il a été

organisé en novembre 2010, un atelier d'appui à la capitalisation dans les régions de Ségou, Koulikoro et Mopti. Trois thèmes de capitalisation ont été retenus par les partenaires. Il s'agit de la responsabilisation des associations de droit privé, l'approche FODESA pour un meilleur ciblage des femmes et des jeunes dans les investissements à caractère productif, la création de périmètre de réserve à Syn (Mopti)¹.

Aider à mieux capitaliser les expériences

Ces appuis méthodologiques ont permis très rapidement à certaines organisations de capitaliser leurs expériences dans des documents de référence pour l'apprentissage. En Mauritanie, le Projet d'Amélioration des Cultures de Décruées à Maghama² sous l'égide de la FRAO, a abouti à la mise en valeur d'une innovation centrée sur

l'accès des groupes marginalisés à la terre. Consignée dans un livret intitulé « Entente foncière : Réseaux sociopolitiques et accès équitable à la terre³ », cette innovation, a connu un franc succès lors de sa présentation à la Foire aux Innovations de Ouaga 2008⁴.

Au Burkina Faso, également, le Projet d'Appui aux Micro Entreprises Rurales (PAMER) a mis à profit son expérience pour mettre à la disposition des acteurs de l'entrepreneuriat rural un guide : « Des micro-entreprises rurales pour créer des emplois et de la richesse : guide pratique à l'intention des structures d'appui⁵ ». Le document, sur la base des activités menées au jour le jour, collectionne des éléments essentiels pour l'action.

La promotion des initiatives d'échanges entre projets, producteurs, experts et autres structures d'appui constitue aussi un axe important dans la stratégie du



Champ école paysan dans la filière manioc au Cameroun

Photo : PNDRI

partenariat pour l'apprentissage. Ainsi, le forum du Projet de Développement de Matam au Sénégal (PRODAM) portant sur « le genre et l'entrepreneuriat rural », organisé en janvier 2010 sous l'initiative de l'Observatoire Genre, bénéficie d'un appui. Ce forum a connu la participation d'une soixantaine de porteurs de projet qui ont rencontré des institutions de micro-finance, des représentants des collectivités locales. Les échanges ont été dominés par les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et autres groupes vulnérables dans les politiques d'appui à la création d'emploi et les axes de prise en charge proposés par les structures de financement. Par cet appui, FIDAFrique tenait aussi à encourager une innovation institutionnelle : la mise en place d'un observatoire genre par un projet FIDA.

Des radios rurales au web 2.0

Pour la diffusion des expériences, outre les espaces d'échange tels que les forums, les visites de terrain, les radios rurales, le réseau utilise beaucoup Internet. Un site collaboratif a été mis en place dès 2005 avec des rubriques dédiées où chaque projet peut publier ses propres contenus de manière sécurisée. Ce site a été récemment converti en portail web interactif⁶ en vue d'une meilleure utilisation des outils de partage et d'apprentissage du net (interactivité, multimédia, convivialité). Une quarantaine d'agents ont été formés sur la gestion de ce portail et sur l'utilisation des outils de partage du web 2.0. Au Ghana, le Rural Enterprises Projet (REP) a renforcé sa présence sur le web et continue de se déployer sur les réseaux sociaux.

La stratégie comprend également une meilleure intégration entre projets et acteurs au sein d'un même pays ou groupe de pays. Le Projet de Développement Rural (PRODER) du Congo a lancé en août 2010 une liste de discussion « nationale » qui permet à tous les projets FIDA et à leurs partenaires (agents des ministères, opérateurs, leaders paysans) d'échanger des informations et de s'informer sur l'actualité du monde rural.

Mieux informer les décideurs

Dans le cadre de la composante « Appui au dialogue sur les politiques », l'équipe d'ENDA DIAPOL a réalisée, pour le réseau FIDAFrique, une étude transversale de profilage des initiatives de concertation sur les filières riz et manioc au Sénégal, au Mali et au Cameroun. L'étude a permis de caractériser les initiatives en dégagant les acquis, les contraintes du point de vue de leur fonctionnement et de leur animation. En 2011, elle servira de base à la mise en place de groupe d'échanges thématiques et d'une stratégie d'appui aux acteurs.

Perspectives

Le développement de partenariats pour l'apprentissage constitue une ligne directrice de l'intervention de FIDAFrique avec les programmes et organisations de base. Ainsi, elle collabore avec de nombreuses institutions qui évoluent dans les domaines du partage des savoirs ou du développement rural comme l'Association Internationale des Spécialistes de l'Information Agricole (IAALD), principal réseau mondial d'échange d'informations agricoles, Knowledge Management for Development (KM4Dev) et SA-GE.

Pour les activités futures, le focus sera mis sur les organisations paysannes dans le processus de capitalisation. L'objectif étant de doter ces organisations de capacités d'identification et de valorisation de leurs expériences dans les domaines technique, politique et institutionnel.

Foly Akoussau

Assistant technique
FIDAFrique / FRAO
kf.akoussau@fidafrique.net

Références :

- 1-La création de périmètre de réserve à Syn, dans la Région de Mopti, est une initiative paysanne de conservation d'espèces fruitières menacées de disparition.
- 2-Le Projet d'Amélioration des Cultures de Décruces à Maghama, en Mauritanie a été encadré par la FRAO via le programme FIDAFrique en 2007 et 2008
- 3-Entente foncière : Réseaux sociopolitiques et accès équitable à la terre (<http://www.fidafrique.net/article2318.html>)
- 4-La Foire aux innovations a été organisée par le FIDA

Le réseau FIDAFrique

FIDAFrique est un réseau qui relie des personnes, des organisations et des réseaux en vue de promouvoir l'apprentissage, le partage d'expériences et des innovations pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne. Les deux premières phases (1999-2007), sous forme de projet, ont concerné uniquement l'Afrique de l'Ouest et du Centre. La troisième phase dénommée FIDAFrique/IFADAFrique, lancée à Nairobi en avril 2009, dure trois ans et couvre toute l'Afrique Subsaharienne.

Dans sa forme actuelle, FIDAFrique-IFADAFrique est un programme de la Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO) et est financé par le FIDA. Il comporte trois composantes techniques : le renforcement des capacités et la formation ; l'appui à la collecte et au partage des savoirs ainsi qu'à la communication ; l'appui à la concertation sur les politiques publiques.

Il vise notamment à accroître l'efficacité des projets/programmes et améliorer la concertation sur les politiques à travers une meilleure identification des processus d'innovation, d'apprentissage et de partage. En cela, elle intègre la vision de la FRAO et du FIDA de se renforcer en tant qu'organisation de savoirs et utiliser les savoirs pour accroître l'efficacité en matière de développement.

La Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO), basée à Dakar, est responsable de la coordination générale du réseau subsaharien et de la coordination de l'Afrique occidentale et centrale. L'Association Africaine de Crédit Rural et Agricole (AFRACA), basée à Nairobi, bénéficie d'une subvention de la FRAO pour coordonner la région Afrique orientale et australe.

Le comité de pilotage de FIDAFrique-IFADAFrique, principal organe de gouvernance du réseau, regroupe essentiellement des projets et des plateformes d'organisations paysannes, mais aussi des représentants des gouvernements et des partenaires internationaux comme le FIDA, le CRDI et le CTA.

et ses partenaires en Juin 2008 à Ouagadougou au Burkina Faso. Plus d'infos sur le portail FIDAFrique <http://www.fidafrique.net/rubrique735.html>

5-Des micro-entreprises rurales pour créer des emplois et de la richesse : guide pratique à l'intention des structures d'appui, Guide édité par le PAMER, <http://www.fidafrique.net/article983.html>

6- La plateforme électronique de FIDAFrique comprend le portail web www.fidafrique.net et notamment les espaces des réseaux sociaux comme FACEBOOK (<http://www.facebook.com/fidafrique>), TWITTER (<http://twitter.com/fidafrique>) ou encore BLOGGER (<http://fidafrique.blogspot.com/>)

FSSA: Un partenariat pour améliorer les capacités d'adaptation des communautés locales

Mamadou Fall, Cheikh Tidiane Sall



Photo : Mamadou Fall

Assemblée générale d'une organisation paysanne bénéficiaire du FSSA

25

Contexte général

Les changements climatiques constituent l'un des phénomènes les plus préoccupants de ce siècle. Ils affectent le monde entier et particulièrement les populations rurales des pays du Sahel dont la vulnérabilité s'accroît. Selon le GIEC¹, cette zone de transition, à la fois floristique et climatique, entre le domaine saharien au nord et les savanes du domaine soudanien, est l'une des régions les plus fragiles face aux effets des changements climatiques. Les changements climatiques vont donc continuer d'affecter de manière très significative cet espace entraînant la baisse des rendements agricoles, la faible productivité de l'élevage et la désertification. Or, la survie de ces communautés dépend, pour l'essentiel, de l'exploitation des ressources naturelles, notamment à travers l'agriculture et l'élevage, qui subissent fortement des fluctuations climatiques difficilement prévisibles.

Pour faire face, des efforts considérables sont consentis pour trouver des mécanismes efficaces de réponses au niveau global, régional et même national. Ces initiatives sont en général portées par la recherche, les décideurs politiques les instances internationales. Elles n'offrent que peu d'espaces pour l'expression des populations à la base qui souffrent le plus des manifestations du phénomène. Pourtant ces populations ont un réel potentiel d'innovation et de formulation de stratégies locales. Elles ont toujours eu à développer des initiatives d'adaptation pour atténuer les effets d'un environnement sahélien peu favorable.

En effet, les communautés, dont les moyens de subsistance sont très affectés, se trouvent dans l'obligation de trouver des stratégies d'adaptation rapides et efficaces pour survivre. Dans le sahel, les communautés développent beaucoup de stratégies d'adaptation aux changements climatiques sur la base de leurs savoirs endogènes. Même si le phénomène est glo-

bal, les préoccupations varient fortement selon les conditions géographiques, les types d'activité économique, etc. Vouloir définir une stratégie globale d'adaptation ou des activités uniformes d'adaptation s'avère difficile voire impossible. L'adaptation doit donc être une approche spécifiée et circonstanciée.

La reconnaissance de l'importance de l'adaptation est maintenant unanime et le lien entre adaptation, développement et lutte contre la pauvreté est plus que affirmé. Mais c'est la question des approches d'adaptation qui se pose. Pour la communauté internationale l'adaptation peut être perçue comme un processus de transfert de solutions des scientifiques vers les populations. Souvent des directives ou des orientations sont formulées pour mettre en œuvre des stratégies d'adaptation en ignorant les capacités des communautés locales. Alors qu'il existe un grand potentiel au niveau des communautés locales pour la mise en œuvre de stratégie d'adaptation, il suffit juste de les mettre dans de

¹ Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

bonnes dispositions méthodologiques pour valoriser ce potentiel.

C'est ce défi qu'IED Afrique a cherché à relever à travers le Fonds de Soutien aux Stratégies Locales d'Adaptation (FSSA). Ce projet marque une rupture avec les pratiques classiques de transfert de technologie. Il part de ce postulat de base : les communautés ont la capacité d'assurer le leadership aussi bien dans la définition des stratégies d'adaptation qui réduisent leur vulnérabilité à la pauvreté et à la variabilité climatique que de la gestion directe des ressources allouées pour renforcer ces initiatives. Le FSSA soutient les initiatives déjà existantes, renforce les capacités des producteurs par rapport aux actions entreprises consécutives aux changements climatiques.

Le FSSA, un fonds pour et par les OP

Le montage du FSSA diffère des approches classiques en ce sens que les organisations de producteurs qui constituent la « cible » du projet portent le fonds et ont l'opportunité de se positionner comme les acteurs de leur propre développement. Cette responsabilisation s'est matérialisée dès le montage du projet. Les organisations de producteurs ont contribué à l'élaboration de la note conceptuelle du projet, elles ont apporté des réponses aux besoins des communautés en termes de projets à soutenir, aux approches d'évaluation des pratiques d'adaptation au niveau local, aux mécanismes de gestion et de mise en œuvre du processus à mettre en place, etc.

C'est sur la base de ce produit collectif que le document d'orientation a défini l'architecture du fonds avec une vision claire et des objectifs réalistes ainsi que les modalités d'opérationnalisation. Cette concertation préalable a permis d'aboutir à un certain nombre de principes :

1. Le FSSA soutient des processus d'adaptation déjà existants dont il vient renforcer l'efficacité et l'efficience par rapport aux changements climatiques et capitaliser les acquis en vue d'un partage des connaissances.
2. Les fonds alloués pour renforcer les initiatives existantes sont directement gérés par les communautés bénéficiaires sans intermédiaire dans la gestion, ceci dans le but de consolider les capacités de management autonome, efficace et transparent de ressources financières.
3. Le renforcement des capacités se fait selon un principe de subsidiarité et sur la base du partenariat. Ainsi, les ressources humaines locales à travers les OP et les plateformes nationales sont privilégiés dans le renforcement des capacités. De même, le partenariat

Présentation du FSSA

Le Fonds de Soutien aux Stratégies Locales d'Adaptation aux changements climatiques (FSSA) a été mis en place dans le cadre du Programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA), une initiative conjointe du Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et du Département pour le Développement International (DFID) du Royaume Uni. Le FSSA est destiné aux organisations rurales du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal. Le projet vise entre autres objectifs à (1) renforcer les capacités des organisations communautaires de base à prendre le leadership dans la formulation et la mise en œuvre des stratégies d'adaptation initiées au niveau local ; (2) mettre en place et tester un mécanisme de valorisation et de partage des informations et connaissances générées ; (3) initier un dialogue politique sur la question de l'adaptation aux changements climatiques des groupes à risque.

Aujourd'hui le projet appui 11 projets dans la sous région (5 au Burkina, 3 au Mali et 3 au Sénégal), et ses projets

interviennent dans plusieurs thématiques :

- La production de semences améliorées (mil, maïs, sorgho, niébé et arachide) pour mieux s'adapter à la durée des saisons de pluies ;
- La restauration du couvert végétal, des sols et l'adoption de pratiques culturales adaptées ;
- La promotion de nouvelles technologies d'économie d'énergie comme les foyers améliorés ;
- Le développement de cultures fourragères de technique de fauchage et de conservation de l'herbe verte pour rendre disponible l'alimentation du bétail en saison sèche ;
- L'information et la sensibilisation sur les changements climatiques avec l'utilisation de radios communautaires ;
- La promotion de la diversification des activités agricoles pour compenser la baisse brutale des revenus avec les conséquences des CC.

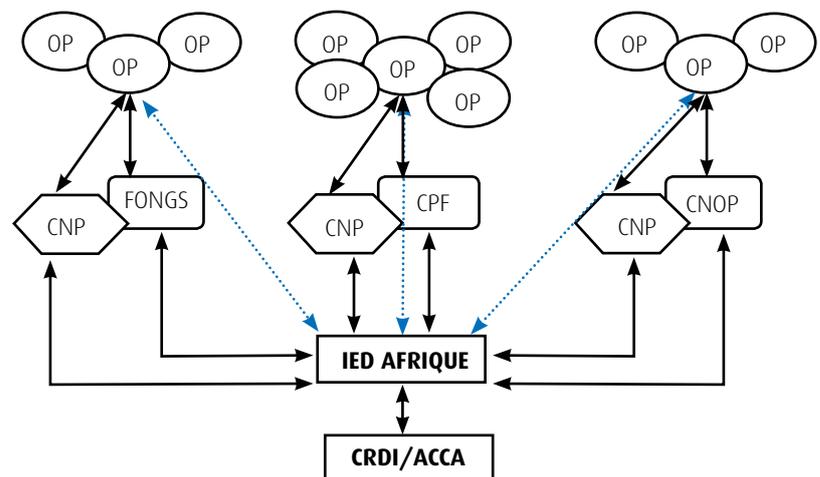
avec des acteurs locaux et nationaux sont encouragés. L'appui d'IED Afrique est circonstancié et s'inscrit plus dans le management global du fonds, dans l'appui méthodologique, dans le partage des connaissances sur les changements climatiques et dans la capitalisation des expériences

La sélection des initiatives financées a été le travail des plateformes et des comités nationaux de pilotage au niveau de chaque pays. La responsabilité, la transparence et la subsidiarité ont été les principes qui ont guidé le processus de sélection. Les plateformes qui ont représenté les OP dans la définition du projet ont par-

ticipé à l'identification des critères d'éligibilité des initiatives. Les plateformes ont effectué la diffusion de l'appel à proposition, elles ont collecté, évalué et sélectionné les propositions des communautés avec l'appui d'IED Afrique et des comités nationaux de pilotage.

Une telle démarche était indispensable au processus de renforcement de capacités des communautés de base et leur positionnement en tant que leaders dans leurs activités d'adaptation. Ce qui constitue une démarche innovante dans le domaine des changements et variabilité climatiques.

Montage institutionnel du FSSA



Les OP sont donc au cœur du processus. Elles exécutent leurs stratégies d'adaptation sur le terrain et sont responsables de la gestion technique et financière. Les plateformes nationales (la Confédération Paysanne du Faso au Burkina, la Confédération National des organisations Paysannes au Mali et la Fédération des ONGs au Sénégal) encadrent les OP porteuses de projet. Les comités nationaux de pilotage (CNP) dans chaque pays (composés de représentants d'institutions au niveau national) apportent leur appui aux plateformes et aux OP dans la définition des orientations stratégiques, la mise en œuvre et le suivi des initiatives d'adaptation. IED Afrique, l'institution coordinatrice du FSSA, renforce financièrement les plateformes et les OP porteuses, les accompagnent sur le plan méthodologique et assure le lien avec le programme ACCA.

Partenariat dans la mise en œuvre

La mise en œuvre des activités est sous tendue par un mécanisme de partenariat où tous les acteurs échangent et s'enrichissent mutuellement. FSSA se fonde essentiellement sur la valorisation des savoirs endogènes, le réseautage et l'apprentissage mutuel. En effet les scientifiques, les bailleurs, les services techniques et les organisations de producteurs s'enrichissent mutuellement des connaissances des uns et des autres à travers un processus d'apprentissage sur les pratiques de terrain déjà en cours. Dans ce processus les comités de pilotage et les plateformes ont pour mandat de renforcer et de capitaliser les pratiques.

Au Mali, par exemple, dans la commune rurale de Timissa le projet de la coopérative agricole inter villageoise de « Sini-nyesigiton » porte sur « la mobilisation des exploitations agricoles familiales et renforcement de leurs capacités pour une meilleure réponse aux problématiques des changements climatiques ». Cette initiative cherche à faire reculer la menace de l'insécurité alimentaire sur les familles due en grande partie aux conséquences des variabilités climatiques. Elle vise à promouvoir l'utilisation de variétés semencières hâtives adaptées à la zone ; la multiplication de semences, la formation à la lutte contre les déprédateurs, sur les techniques d'amélioration et de maintien de la fertilité des sols.

Dans le cadre de ses activités de promotion de semences améliorées, le projet est en partenariat avec le service départemental de l'agriculture de la région de Ségou pour des ateliers de formation aux techniques de production de semences améliorées, d'échanges sur les méthodes de lutte contre les insectes prédateurs des



Les femmes de la coopérative Jeka Baara, au Mali posant devant le foyer Nyeta et le panier autocuisier

cultures et l'encadrement pour des expériences tests dans la zone.

Des relations de partenariat sont également développées avec la radio communautaire pour la diffusion des résultats du projet tous les vendredis. Cette approche partenariale contribue au développement et à la diffusion d'options applicables et efficaces pour faire face aux changements climatiques. En effet si les acteurs favorisent la collaboration et le partenariat cela va induire le partage des connaissances des savoir-faire et des résultats substantiels sont obtenus :

- différentes variétés de semences améliorées sont maintenant cultivées ;
- les rendements sont nettement améliorés dans la zone du projet ;
- il y'a une plus grande facilité de l'accès aux semences améliorés ;
- de nouvelles techniques culturales sont mieux appliquées ;
- de nouvelles capacités techniques et organisationnelles acquises ;
- amélioration des outils de gestion et de suivi des activités ;
- développement de la culture de transparence et de la rédition des comptes.

Conclusion

Les communautés au Sahel se sont toujours adaptées aux variabilités climatiques mais les changements actuels surviennent à un rythme plus rapide et imprévisible. Il est plus que jamais nécessaire que les différents acteurs puissent promouvoir des solutions concertées face aux défis qui se posent au monde. Pour cela, les échanges,

la collaboration et le partenariat pour l'apprentissage mutuel doivent être favorisés. Beaucoup de blocages s'expliquent par les logiques de cloisonnement qui existent entre les différents groupes; les difficultés éprouvées pour la compréhension des besoins des uns et des autres. L'existence de dispositifs institutionnels suffisamment performants peut assurer le renforcement des capacités de tous les acteurs et consolider les relations de confiance entre les différents groupes. Le développement des relations de partenariat dans les questions de CC ne peut qu'être favorable aux multiples défis que pose le phénomène. Souvent les scientifiques ignorent les besoins, les connaissances endogènes et la culture des communautés en termes d'adaptation aux changements climatiques, et vice-versa : les communautés ignorent également tout des scientifiques, ce qui crée un clivage entre ces deux groupes d'acteurs. Ainsi, le partenariat peut aider à lever l'incompréhension que chaque groupe a de l'autre pour mettre en place des stratégies adaptées et prenant en compte les préoccupations et les besoins des uns et des autres.

Le partenariat pour l'apprentissage mutuel est un mécanisme efficace pour la valorisation des connaissances et peut énormément contribuer à la diffusion des approches d'adaptation et même d'atténuation.

Mamadou Fall,

Assistant du programme FSSA au sein d'IED Afrique.
Email : mfall@iedafrique.org ;
fssa@iedafrique.org ; madoufall@gmail.com.

Cheikh Tidiane Sall,

chargé de programme FSS au sein de IED Afrique.
Email : ctsall@iedafrique.org ; fssa@iedafrique.org



Les maraîchers de Malika à l'école du partenariat

Marie Sophie NDIONE, Youga NIANG, Thierno Daouda NIANG

28



Photo : IAGU

Vue sur la pépinière du projet

Malika est une des communes d'arrondissement de Dakar, la capitale du Sénégal. Elle abrite la plus grande décharge municipale de la mégapole sénégalaise. Située au cœur des Niayes, Malika est une grande zone de cultures maraîchères pratiquées sur de petites surfaces durant toute l'année avec des techniques de production rudimentaires. L'IAGU a mis en place un programme pilote en vue d'améliorer durablement les revenus des maraîchers par l'intégration d'activités agricoles à plus grande valeur ajoutée et adaptées à l'environnement de la décharge.

Ancien lac asséché, la grande décharge municipale de Mbeubeuss a été ouverte en 1968. Elle accueille la quasi totalité des déchets solides ménagers et industriels produits dans la région de Dakar, estimée à 475 000 tonnes d'or-

dures par an. La seule forme d'exploitation que la décharge de Mbeubeuss connaît depuis son ouverture demeure le simple terrassement des déchets déposés par des camions après leur pesage au pont bascule. Comme la plupart des décharges

municipales de certaines grandes villes de l'Afrique subsaharienne, son ouverture n'avait été précédée d'aucune étude ni d'aménagement technique préalable. La décharge est un dépotoir à ciel ouvert non clôturé où les ordures ne sont pas recou-

vertes de matériaux inertes et où se pratique une intense activité de récupération.

Située dans la commune d'arrondissement de Malika et partie intégrante de la grande zone des Niayes, la décharge municipale de Mbeubeuss appartient à une aire de prédilection des cultures maraîchères pratiquées sur de petites surfaces durant toute l'année et avec des techniques de production rudimentaires. Malgré la précarité des conditions de production, le maraîchage à Malika participe à l'approvisionnement de légumes divers pour satisfaire la forte demande nutritionnelle des populations urbaines de Dakar. Dans le cadre de son programme de recherche-action Décharge de Mbeubeuss : Analyse des impacts et amélioration des conditions de vie et de l'environnement de Diamalaye (Malika), l'IAGU (Institut Africain de Gestion Urbaine) a mis en place, sur financement du CRDI un programme pilote en vue d'améliorer durablement les revenus des maraîchers par l'intégration d'activités agricoles à plus grande valeur ajoutée et adaptées à l'environnement de la décharge.

Des contraintes dirimantes pour le maraîchage

De sérieuses contraintes handicapent l'essor de l'activité maraîchère à Malika. La cohabitation de cette immense décharge sauvage avec les zones d'habitations, d'aviculture, de porciculture et de maraîchage est la source de multiples désagréments. En effet, l'expansion continue de la décharge ne cesse d'empiéter sur les terres agricoles situées aux alentours de Mbeubeuss. Cette perte de surface est accentuée par l'urbanisation croissante. La recherche a également mis en exergue la mauvaise qualité de l'eau d'irrigation utilisée à Malika. En effet, l'eau d'irrigation ne répond pas aux valeurs guides d'irrigation sans restriction de l'OMS. De plus, la présence d'anguillules dans cette eau présente des risques sanitaires pour les utilisateurs qui sont en contact direct. Sur le plan microbiologique, 77 % des sols utilisés pour le maraîchage sont inaptes à la culture des légumes consommés crus : les autres produits présentent un risque aussi bien pour les consommateurs que pour les agriculteurs.

D'autre part, les revenus générés par l'activité maraîchère sont jugés moyens à 90% par les maraîchers et faibles à 8 %. Ces revenus n'arrivent pas pour l'ensemble de ces acteurs à satisfaire l'entretien de la famille. C'est ce qui explique, que nombre de ces maraîchers exercent une activité secondaire qui leur permet de combler le gap économique au sein de leur famille. Au regard de ces contraintes liées à la sécurité alimentaire et dans une perspective de lutte contre la pauvreté, l'IAGU grâce à un financement du CRDI a mis en œuvre un projet de diversification agricole avec

la mise en place d'une pépinière horticole communautaire comme stratégie alternative et durable en vue d'améliorer les revenus des producteurs maraîchers. Le but ultime étant d'amener les producteurs agricoles de Malika vers des pratiques agricoles novatrices à plus grande valeur ajoutée et adaptées à l'environnement de la décharge. L'option de diversification agricole est une innovation agricole à Malika et entre dans une perspective de réorientation des maraîchers vers des pratiques agricoles à plus grande valeur ajoutée et plus particulièrement vers la production de plants fruitiers, forestiers et ornementaux.

Un apprentissage collectif à travers un champ école

Le projet de pépinière a ciblé les producteurs maraîchers de la localité. L'activité maraîchère dans la zone est pratiquée par environ 250 producteurs répartis dans plusieurs zones de production maraîchère dont les plus importantes sont : Mbeubeusse Ouest, Jalooba, Khisga, Wouye et Matal yendu. La moyenne d'âge des pratiquants est de 45 ans avec une nette dominance des hommes qui représente 99% des producteurs dont 81% sont mariés.

Située sur une bande de filao de Malika, le champ communautaire des maraîchers couvre une superficie de 2500m² avec l'approbation du Service des Eaux et forêts de Malika.

Après la validation de l'expert horticole sur l'aptitude du terrain à recevoir une pépinière, le projet a contribué à la clôture et à l'équipement en petits matériels agricoles et en intrants. Un puits a été aménagé et un second en cours de construction. L'érection du centre-école expérimental permet aux maraîchers, à travers des apprentissages collectifs, de s'initier aux travaux de pépiniéristes, aux techniques de pépinière mais aussi aux formalités administratives afférentes à la gestion d'une exploitation.

Un formateur du Centre de Formation Professionnelle et Horticole de Dakar (CFPHD), a été mobilisé par le projet pour animer différentes sessions de formation sous forme d'échanges en rapport avec leurs pratiques agricoles de tous les jours et expérimentier directement sur le champ. A la suite d'échanges avec les producteurs et à la lumière des contraintes environnementales de la zone, les sessions ont porté, entre autres, sur le compostage avec la présence de la litière de filao offrant d'importants atouts, la préparation du substrat, le remplissage des conteneurs, le rangement des planches, la multiplication végétative, le semis, le repiquage et l'entretien post repiquage.

La session sur le greffage a suscité une grande curiosité chez les producteurs car elle reste la seule technique qui n'est pas pratiquée en maraîchage ou qui ne trouve

pas de similitude avec d'autres pratiques en maraîchage.

L'introduction de la pépinière maraîchère a été un vœu exprimé par les producteurs qui évoluent encore dans la pratique et qui ont manifesté le souhait de demeurer dans le maraîchage.

Par le processus de répliation, les maraîchers intéressés dans l'exploitation de pépinières seront accompagnés. L'expertise du formateur de l'école a été sollicitée dans le suivi et l'accompagnement des nouveaux pépiniéristes.

Appui organisationnel et résultats atteints

Au démarrage du projet, les maraîchers étaient très peu structurés et organisés. Néanmoins, les maraîchers ont été impliqué tout au long du processus de recherche, de formulation de l'idée de projet et de la mise en œuvre de l'initiative pilote à travers la planification d'événements participatifs tels que les forums communautaires. Au cours de ces séances, les maraîchers ont périodiquement émis le souhait d'un regroupement de cette communauté en une entité formelle, le projet a accompagné les producteurs à travers des échanges avec d'autres groupements qui disposent d'une expérience avérée en vie associative afin d'insuffler une réflexion sur la dynamique organisationnelle à adopter pour le groupement des maraîchers de Malika et dans une perspective de consolidation et de durabilité de l'activité agricole à Malika. Ainsi, ils ont formalisé leur regroupement à travers la mise en place d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) des maraîchers de Malika afin de faire face aux difficultés que rencontre la profession. Ce GIE constitue le principal bénéficiaire du projet et est désormais un espace d'échanges, de prise en charge des problèmes communs et une force de pression pour faire face notamment aux problèmes de commercialisation, à la cherté des intrants.

La recherche de site d'implantation de la pépinière a conduit à un partenariat avec le service des Eaux et Forêts de Mbo et le groupement forestier de Malika. En effet, le service des Eaux et Forêts mène une initiative de rénovation de la bande de filao du littoral Nord à travers une implication des populations dans les opérations de reboisement et de production des plants. A ce titre, il a signé un contrat pluriannuel avec le groupement forestier de Malika. Celui-ci a le droit de déboiser 2 ha par an et de pratiquer des activités agricoles sur l'espace déboisé. Le bois et les sous produits du filao sont récoltés, collectés au profit du groupement forestier. En contrepartie, le groupement s'engage à reboiser des plants de filaos chaque 2,5m. Le Groupement mixte forestier de Malika s'est engagé avec le GIE des maraîchers à mettre

à disposition les espaces réservés pour les pratiques agricoles dans la bande de filao pour abriter le champ école. En retour, le projet pilote assure une assistance technique en terme de production de plants de filaos et de renforcement de capacités aux techniques de reboisement afin de mieux répondre aux engagements pris par le groupement forestier dans le cadre de son contrat avec le Service des Eaux et Forêts

A côté de l'apprentissage d'un point de vue technique et du renforcement organisationnel, le dispositif est complété par un renforcement de capacités d'un point de vue administratif, commercial et financier qui permettra d'assurer la tenue du registre de la production de plants de la pépinière ainsi que des coûts des matières premières et de la main-d'oeuvre, de façon à connaître l'économie du travail de la pépinière et ainsi évaluer les prix des plants produits.

Ce dispositif technique et organisationnel a permis d'obtenir des résultats significatifs comme la création d'une pépinière communautaire aménagée, équipée et dont la gestion est assurée par le GIE des maraîchers de Malika, la production en cours de près de 7000 plants fruitiers, maraîchers, forestiers et ornementaux. Il s'y ajoute que 20 producteurs ont été formés en technique de pépinière et expérimentent individuellement les leçons apprises. De même, 20 autres producteurs bénéficient d'un appui et d'un encadrement en gestion organisationnelle, administrative, financière et en techniques de vente.



Photo : IAGU

Session de formation pratique à la pépinière

Conclusion

Grâce à ce partenariat multi acteurs avec une Organisation internationale (le CRDI), une ONG nationale et un groupement de producteurs locaux, un transfert de savoirs et de savoir-faire a été réalisé avec succès. La diversification agricole s'opère avec en perspective l'accroissement conséquent des revenus et une pratique durable des activités agricoles dans la localité de Mbeubeuss.

Marie Sophie NDIONE, Chargé de projet à l'IAGU
marie@iagu.org

Youga NIANG, Ingénieur principal d'horticulture chargé de recherche ISRA/CDH BP 3120 Dakar Sénégal
youniang_1956@yahoo.fr

Thierno Daouda NIANG Formateur au Centre de Formation Professionnelle et Horticole de Cambéréne
tdniang@yahoo.fr

Visitez
la page web
de AGRIDAPE

<http://agridape.leisa.info>

Les axes de la recherche-action

L'initiative « Décharge de Mbeubeuss : Analyse des impacts et amélioration des conditions de vie et de l'environnement de Diamalaye (Malika) » est un programme de recherche action financée par le CRDI et a comme objectif de développer les connaissances sur les incidences de la décharge sur les populations riveraines en particulier, sur leur état de santé et sur leurs activités économiques, mais également sur l'environnement. Il s'organise autour de six composantes majeures que sont :

1. la caractérisation de la décharge à travers la catégorisation des déchets et le comptage des flux de personnes, matières et de ressources à la décharge de Mbeubeuss ;
2. la caractérisation de l'état de l'environnement avec les analyses de l'eau et du sol ;
3. l'étude socio-économique des ménages de Diamalaye, Darou Salam et des récupérateurs ;
4. la santé à travers une approche éco-systémique ;
5. l'élevage de volaille et de porcs ;
6. le maraîchage.

Le programme est articulé autour de trois grandes phases : une première consacrée à la recherche, une deuxième qui vise la formulation et la mise en œuvre de projets pilotes et une troisième phase de dissémination de résultats.



Autonomiser les organisations paysannes par le partenariat

Emmanuel BOURE SARR

La péjoration continue de l'environnement et l'insécurité alimentaire chronique engendrée par une agriculture essentiellement sous pluie ont conduit les populations du département de Médina Yoro Foulah à trouver, avec des partenaires locaux et internationaux, des stratégies alternatives durables pour la diversification de leur production agricole et leur autonomie alimentaire.

La région de Kolda est située au Sud Est du Sénégal. La pluviométrie annuelle y varie entre 700 mm et 1300 mm. Les populations de la région vivent essentiellement de la production agricole sous pluie. Plusieurs enquêtes officielles, mais aussi des études d'ONG ont montré, que cette région fait partie des zones les plus pauvres du Sénégal, ce qui est paradoxal au regard des énormes potentialités agricoles de la région. Les revenus des populations sont très faibles et elles sont exposées à une réelle précarité alimentaire. Cette situation a conduit les producteurs du département de Médina Yoro Foulah à s'organiser et trouver des partenaires, pour développer des productions agricoles durables de contre saison, mieux gérer les ressources naturelles et assurer la sécurité alimentaire des exploitations familiales.

Un processus de maturation organisationnelle maîtrisé

En 2002, treize (13) Groupements d'Intérêt Economique (GIE) issus de 12 villages situés dans les communautés rurales de Khéréwane, Niaming et Dinguiraye et les communes de Pata et de Médina Foula ont créé la Fédération des Producteurs Horticoles de Sofaniama Djimara / PELLITAL. Association paysanne œuvrant pour le bien être des populations rurales de la Sénégambie Méridionale à travers l'animation, le renforcement de capacités, l'appui conseil et le plaidoyer. Elle compte 1059 membres dont 514 hommes soit 58% et 445 femmes soit 42%. Cette répartition témoigne d'une volonté d'intégration des



Transformation de maïs à Kolda

Photo : VECO Sénégal

deux sexes dans une zone marquée par la forte survivance de croyances peu favorable au renforcement du pouvoir des femmes.

Une assemblée générale de trente neuf (39) délégués à raison de trois délégués par GIE dont obligatoirement une femme pour les GIE mixtes et le président ou la présidente de chaque GIE est mise sur pied. De même, un conseil d'administration composé de treize (13) membres élus lors de l'assemblée générale avec une représentation obligatoire de chaque GIE en son sein et un bureau exécutif de six (06) personnes élues parmi les membres du conseil d'administration. Ces instances définissent les orientations stratégiques et partenariales de la Fédération. Par ce mécanisme de représentation, chaque organisation membre se renforce du point de vue organisationnel et technique par la pratique et l'apprentissage mutuel dans les instances collectives. La fédération s'est organisée afin de mettre en place un mécanisme de gouvernance transparent et équitable.

Ce processus organisationnel a été fortement soutenu par l'ONG belge VECO, indirectement dans une première phase, à travers une ONG locale FODDE. Cette dernière est basée dans la région de Kolda et intervient en appui aux organisations communautaires de base et travaille principalement dans l'environnement et le développement durable.

Avec l'appui apporté par VECO dans le cadre du développement institutionnel de l'organisation, la fédération a acquis suffisamment de capacités pour devenir autonome. En effet, un des résultats importants de ce partenariat est le développement du leadership de la fédération en soutenant sa politique de développement institutionnel et organisationnel et le développement de filières agricoles durables (banane et maraîchage).

Depuis 2003, le bureau de l'ONG belge à Dakar, a travaillé directement avec la fédération PELLITAL sur la base de plans d'actions annuels négociés de manière participative. Entre 2003 et 2008 VECO a alloué une subvention à PELLITAL pour



Bananaïe à Kolda

32

son développement institutionnel et son autonomie. Cette subvention devenue décroissante a permis de préparer le retrait progressif de VECO (processus outphasing).

A l'issue du diagnostic institutionnel participatif (DIP), financé par VECO, la fédération a développé un ensemble d'activités qui lui ont permis d'élargir son champ d'intervention pour couvrir le domaine agricole au sens large, avec une diversification des activités socio-économiques de base et des partenaires, tout en se spécialisant dans le développement de la filière banane.

En effet, cette zone agroécologique est favorable au développement de la banane avec une grande disponibilité en eau. Mais les producteurs et productrices du département de Médina Yoro Foulah n'ont jamais su tirer profit de manière optimale de cette activité en raison de leur déficit en capacité de commercialisation, des mauvaises conditions de stockage et de l'état défectueux des voies de communication. Ils la désignent comme filière de sécurité à cause des revenus stables qu'elle leur apporte. Sous l'impulsion de VECO, un effort particulier sur la commercialisation au niveau local et sous régional (Gambie) a été réalisé avec la création d'un organe de suivi de la production. Ce dernier recense la production attendue et fixe les prix. Elle identifie des acheteurs et négocie les conditions de la commercialisation. Ainsi, le prix de la tonne est passé de 150 000 CFA à 175 000 CFA. De même les revenus monétaires des producteurs se sont sensiblement améliorés et les apports nutritionnels des populations se sont notablement diversifiés.

Résultats et premiers impacts

En 2007, PELLITAL a pu recruter avec l'appui de VECO des cadres techniques (Coordinateur et responsable financier) pour assurer sa viabilité. La prise en charge de cette équipe technique à 100 % au départ est également devenue dégressive pour favoriser la prise en charge par l'organisation paysanne. Cette équipe avait pour mission :

- l'appui à l'élaboration de dossiers de projets ;
- l'appui à la recherche de nouveaux partenaires et de nouveaux financements
- l'appui à l'émergence de leaders locaux
- le suivi/évaluation des projets et programmes de Pellital.

Ainsi, en préparation de son retrait, VECO a appuyé Pellital à élaborer son plan stratégique 2009-2011, analyser la chaîne de valeur banane dans le département de Médina Yoro Foulah et à promouvoir la filière banane dans une approche globale d'agriculture durable pour une amélioration des revenus des producteurs et productrices membres de PELLITAL

Ces différents renforcements de capacités ont permis à PELLITAL de se positionner solidement et d'intégrer l'Union Nationale de la Filière Bananes du Sénégal (UNAFIBIS). Cette Union définit, en relation avec divers partenaires notamment l'Etat et divers opérateurs, les orientations stratégiques sur le développement de la filière. Ce

positionnement consacre un processus exemplaire de maturation et d'autonomisation d'une organisation à la base par VECO. Aujourd'hui VECO continue la concertation avec Pellital dans le cadre de l'UNAFIBIS, ce qui consacre le passage d'un partenariat technique et financier à celui d'un partenariat stratégique

Ce processus est également sanctionné par la diversification des partenaires de PELLITAL avec l'arrivée de l'ACCD/ARD Kolda, l'USAID/ PCE (croissance économique), les collectivités locales du département de Médina Yoro Foulah, etc. depuis cinq ans.

Cet appui a contribué au développement du leadership de cette organisation et l'émergence de leaders locaux. Par exemple, le Président de PELLITAL, Aliou Baldé est devenu Maire de la commune de Pata depuis 2009.

Aujourd'hui, PELLITAL est considéré, par beaucoup de partenaires, comme l'une des organisations paysanne pivot de la région de Kolda et incontournable pour le développement socio économique du département de Médina Yoro Foulah.

Emmanuel BOURE SARR

chargé de programmes Communication et Suivi/ Evaluation
VECO SENEGAL/GAMBIE/MALI
HANN MARISTES BP 37173 Grand Yoff

SITES WEB

Prolinnova

<http://www.prolinnova.net/>

Ce lien vous donne accès à la présentation, en français, du programme international Prolinnova facilité par les ONG ayant pour objectif de bâtir un réseau mondial (Afrique, Asie, Amérique Latine et Pacifique) d'apprentissage pour promouvoir l'innovation locale en agriculture écologique et en Gestion des Ressources Naturelles (GRN). Après avoir analysé leurs propres expériences dans la recherche-développement agricole (RDA), les organisations impliquées ont élaboré leurs propres programmes nationaux/régionaux (PN/PR) PROLINNOVA et des activités internationales communes pour un apprentissage mutuel et un dialogue sur les politiques. Ce programme mondial de partenariat (PMP) est une pratique communautaire développée à partir de la base dans l'esprit du Forum Mondial sur la Recherche Agricole (FMRA).

PROFEIS : Promouvoir l'expérimentation et l'innovation paysannes au Sahel

<http://www.iedafrique.org/-PROFEIS-Promouvoir-l-.html>

PROFEIS est un programme frère du programme international PROLINNOVA. Cette page du site de IED Afrique, l'ONG qui le coordonne au niveau sous régional, vous permet d'avoir accès à sa présentation détaillée.

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

<http://www.cta.int/fr/>

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de l'Union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE. Le CTA a pour mission de développer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer les capacités de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine.

Le slogan du CTA est : « Partageons les connaissances au profit des communautés rurales ».

Fidafrique

<http://www.fidafrique.net/article1245.html>

FIDAfrique-IFADAfrica est un réseau de promotion de partage des savoirs et des innovations pour la réduction de la pauvreté rurale en Afrique subsaharienne. Il a pour objectif principal d'augmenter l'impact et l'efficacité des activités du FIDA en facilitant la génération, la diffusion, l'échange d'informations et de connaissances entre les projets du FIDA et leurs partenaires.

L'Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie

<http://www.iepf.org>

Ce lien vous donne accès au site web de l'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie. Cette structure est née en 1988 de la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays

francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996, cette action a été élargie à l'Environnement. Basé à Québec, l'Institut a aujourd'hui pour mission de contribuer au renforcement des capacités nationales et au développement de partenariats dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

Afrique-Brésil : annonce d'un partenariat bilatéral dans le secteur agricole

<http://www.greenvert.fr/2010/08/04/afrique-bresil-annonce-d%E2%80%99un-partenariat-bilateral-dans-le-secteur-agricole/5030>

Cet article nous informe sur un partenariat de développement durable visant à renforcer la collaboration agricole entre l'Afrique et le Brésil qui a été annoncé lors de la 5ème semaine africaine des sciences agricoles qui s'est déroulée du 19 au 24 juillet 2010 au Burkina Faso.

Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/securete-alimentaire-agriculture_20038/partenariat-mondial-pour-agriculture-securete-alimentaire_20054/index.html

Afrique Verte International

<http://www.afriqueverte.org/>

Ce site est celui d'Afrique Verte *International*, une ONG active au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Sa mission en Afrique est de soutenir les opérateurs céréaliers pour que les producteurs vivent de leur travail et approvisionnent tout leur pays.

NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD)

<http://www.nepad.tv/>

Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique est une promesse faite par des dirigeants africains de placer leurs pays, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durable, tout en participant activement à l'économie et la politique mondiales.

Ce programme constitue un nouveau cadre d'interaction avec le reste du monde, notamment avec les pays industrialisés et avec les organisations multilatérales. Il est fondé sur un ordre du jour, décidé par les Africains de leur propre initiative et de leur propre gré, afin de déterminer eux-mêmes leur destin.

Forum pour la Recherche Agricole en Afrique

<http://fr.fara-africa.org/quest-ce-que-le-fara/>
Le FARA, Forum pour la Recherche Agricole en Afrique, est l'organisation faitière qui rassemble les principales parties prenantes de la recherche et du développement agricole en Afrique pour former des partenariats. Le FARA complète les activités novatrices des institutions nationales, internationales et sous-régionales (OSR) de recherche afin de fournir des services plus efficaces et répondant aux besoins de leurs parties prenantes. Le FARA joue un rôle de plaidoyer et

de coordination pour la recherche agricole pour le développement. Les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA), les institutions de recherche des pays avancés (IRA) et les centres internationaux de recherche agricole (CIRA) développent quant à eux, des technologies améliorées dans le cadre du continuum recherche-développement dans leurs pays et domaines d'interventions respectifs.

Les Accords de partenariat économiques : Profit ou perte pour l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

<http://investir-bf.info/Les-Accords-de-partenariat-%C3%A9conomiques-Profit-ou-perte-pour-l-agriculture-de-l-Afrique-de-l-Ouest-et-du-Centre.html>

Selon cet article publié sur le site Investir-bf.info et signé par SUNDAY P ODJO, expert en politiques agricoles et commerce international CMA/AOC-PRIECA/AO et Dr PAPA NOUHINE DIEYE, chef du bureau d'analyses macroéconomiques (BAME) – ISRA, profiteraient aux pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Cameroun mais menaceraient la subsistance des populations rurales.

Nouveau partenariat Afrique-Europe initié pour renforcer l'action parlementaire en appui au développement de l'agriculture en Afrique

<http://www.afrik.com/article17672.html>

L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et l'Association des Parlementaires européens pour l'Afrique (AWPEPA) ont annoncé ce jour, un nouveau partenariat pour soutenir les parlementaires africains dans leurs politiques de promotion pour aider les paysans africains à faire la transition de l'agriculture de subsistance à celle orientée vers le marché, un changement qui requiert une transformation complète du système agricole en Afrique.

Le CRDI célèbre 40 ans de soutien à la recherche agricole dans le cadre du FARA 2010

http://publicwebsite.idrc.ca/FR/Themes/Food_and_Agriculture/Pages/EventDetails.aspx?EventID=29

La 5ème Semaine africaine des sciences agricoles du FARA qui se tient à Ouagadougou du 19 au 24 juillet 2010 constitue une excellente occasion pour le Centre international de recherche pour le développement (CRDI) du Canada de célébrer son 40ème anniversaire avec les chercheurs africains en agriculture et en environnement qu'il accompagne depuis quatre décennies.

Partenariat – ROPPA

<http://www.roppa.info/spip.php?rubrique7&lang=fr>

La mobilisation des cadres nationaux et du Comité Exécutif autour du réseau ROPPA a ouvert divers partenariats aussi bien dans la sous-région que dans le monde. En effet, le ROPPA est aujourd'hui considéré par l'UEMOA, le CILSS, la BOAD comme l'un des interlocuteurs les plus crédibles lorsqu'il s'agit des questions touchant à l'agriculture paysanne.

Innover avec les acteurs du monde rural: la recherche-action en partenariat dans la série d'Agricultures tropicales en poche

Faure, G., Gassel, P., Triomphe, B., Temple, L., Hocdé, H.

CTA/Presses agronomiques de Gembloux/Quae. 2010. ISBN 978-2-7592-0607-0 (Quae)

La recherche-action en partenariat combine production de connaissances, transformation des réalités sociales et renforcement des compétences individuelles et collectives. L'ouvrage donne les fondements de la recherche-action en partenariat en agriculture et des éléments pour mettre en pratique une telle démarche. Il souligne non seulement les questions théoriques mais aussi les questions pratiques que soulève ce triple objectif. L'ouvrage s'appuie sur un large éventail d'expériences dans l'agriculture des pays du Sud, qui illustrent comment des praticiens ont répondu aux défis d'une démarche qui est toujours à réinventer selon les contextes. Il est destiné aux chercheurs, aux techniciens du développement rural et aux représentants d'organisations du monde rural confrontés à la résolution des problèmes complexes que pose le développement rural dans les agricultures des pays du Sud.

Le partenariat : Entre utopie et réalité

Gérald Boutin, Frédéric Le Cren
ISBN: 2-921696-79-7

Nouvelles éditions, 128 pages



"Partenariat" mot magique que l'on retrouve sur toutes les lèvres des décideurs ou des responsables ! Qu'en est-il vraiment par-delà les lieux communs et les obligations à PARTAGER ? En quoi le partenariat se distingue-t-il de la coopération ou de la collaboration ? Le partenariat n'est-il, comme le soutiennent certains, qu'une façon détournée d'exercer le pouvoir ? Autant de questions qui se posent aujourd'hui avec une acuité qui ne peut laisser personne indifférent.

Les deux auteurs de ce livre, Gérald Boutin et Frédéric Le Cren, (...) se sont longuement penchés sur les définitions attribuées à ce terme, sur ses origines, ses modalités, ses limites et ses dérives. Professeurs, chercheurs et responsables de projets, ils proposent ici une nouvelle lecture de la notion de partenariat. Leur ouvrage donne à tous ceux qui désirent "entrer en partenariat" des modes de fonctionnement et d'évaluation.

Expérience des Gumac au Tchad : se regrouper pour un meilleur accès à la mécanisation

http://www.inter-reseaux.org/spip.php?page=article_pdf&id_article=4107

Au Tchad, l'association tchadienne des acteurs du développement rural (Atader) et l'association Afdi Poitou-Charentes travaillent en partenariat pour favoriser l'accès des petits producteurs à la traction animale et au tracteur, à travers la création de Groupements d'utilisation du matériel agricole en commun (Gumac).

Comprendre l'agriculture familiale

Nicolas Ferraton, Isabelle Touzard
Quae - Cta - Presses agronomiques de Gembloux (29 juin 2009)
ISBN - 10 : 2759203395

Près de 1,4 milliard de personnes travaillent dans l'agriculture, dont 96 % vivent dans les pays du Sud. La plupart des exploitations agricoles de ces régions sont familiales et pauvres. L'agriculture familiale est donc au cœur d'un formidable enjeu socio-économique. Cet ouvrage est consacré



à l'analyse et au diagnostic des systèmes de production, auxquels ont recours la majorité des travaux de terrain pour le développement agricole. Il propose une démarche et des outils permettant de décrire les choix et les pratiques des agriculteurs en matière de production, de transformation et de commercialisation, d'en comprendre la cohérence et d'en identifier les moteurs techniques et socio-économiques. Accompagné d'un cédérom, ce manuel s'adresse à tous les acteurs qui apportent leur appui au monde agricole. Il les aidera à diagnostiquer les systèmes de production et à trouver des solutions pour les améliorer.

Guide méthodologique d'appui au plaidoyer des partenaires

AVSF, 2009

Produit initialement à l'usage des équipes de terrain d'AVSF dans les pays de coopération, cet outil d'appui méthodologique s'attache dans une première partie à définir les notions de plaidoyer et lobbying, et précise les différentes démarches en matière de plaidoyer (proactive, réactive ou intermédiaire via la construction en partenariat). La deuxième partie propose des outils utiles à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation d'une stratégie de plaidoyer sur la base du cycle général d'émergence d'une stratégie de plaidoyer. Ce guide peut se convertir en outil au service du renforcement des capacités des partenaires en coopération, pour définir, construire,

engager, suivre et évaluer leurs propres activités de plaidoyer.

L'avenir des relations pêche ACP-UE : Vers une plus grande durabilité et un meilleur bien-être social et économique pour les communautés côtières des pays ACP

CTA, 2006, ISBN 92 9081 3334

La pêche constitue une source de revenus pour plusieurs millions d'habitants des pays ACP pratiquant une pêche artisanale à forte intensité de main d'œuvre. Cette étude, qui s'inspire d'une série de réunions organisées par le CTA sur l'avenir des relations ACP-UE dans le secteur de la pêche, dresse un état des lieux de la coopération entre les états ACP et l'UE, de l'accès des ACP au marché européen et des accords de partenariat dans le secteur.



La faim au Sahel: une urgence permanente ?

<http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-faim-sahel-urgence-permanente-15122010-fr.pdf>

Cette note d'information d'Oxfam datée du 15 décembre 2010 : « la crise alimentaire de 2010 au Sahel a affecté des millions d'enfants, de femmes et d'hommes. La réponse humanitaire, tardive et insuffisante, a néanmoins permis d'éviter le pire. Mais les racines de l'insécurité alimentaire au Sahel sont structurelles. Briser ce cercle vicieux nécessite une nouvelle approche. Collectivement, nous devons être mieux préparés pour répondre plus efficacement à ces crises récurrentes en attaquant les causes profondes de la vulnérabilité et en renforçant la résilience et les revenus des communautés. Les politiques et programmes de développement, à commencer par les politiques agricoles et alimentaires, doivent intégrer la contingence en prévision des mauvaises années tout en répondant aux besoins spécifiques des communautés les plus vulnérables, en particulier des femmes et des enfants. C'est avant, pendant et après les crises que se joue la lutte contre la faim et la malnutrition au Sahel ».

Organisations paysannes : un levier pour développer l'agriculture de conservation au Maghreb

B.Vadon (Fert), L.Lamouchi, S.Elmay, A.Maghfour, S.Mahnane, H.Benaouda, O.Elgharras, mars 2006

<http://www.fert.fr/publications/pdf/Orga->

nisations paysannes-un levier pour développer l'agriculture de conservation au Maghreb.pdf

Trois groupes de producteurs engagés dans le semis direct ou les techniques culturales simplifiées en Tunisie, au Maroc et en Algérie, sont présentés ici. Leur exemple montre qu'en se regroupant, les fellahs peuvent rompre avec leur isolement, partager leur savoir-faire et s'équiper collectivement pour réduire leurs coûts. Avec l'appui des chercheurs et le soutien des pouvoirs publics, ces formes d'organisations paysannes sont le moyen le plus efficace pour favoriser l'extension de l'agriculture de conservation à l'ensemble des régions soumises à une faible pluviométrie et à l'érosion.

Accès au marché et commercialisation de produits agricoles: Valorisation d'initiatives de producteurs

Document collectif présenté par Anne Lathoré et Patrick Delmas, 2009
ISBN 978 92 9081 426 9
Inter-réseaux, CTA, AFD,



En Afrique subsaharienne, les producteurs rencontrent de réelles difficultés pour vendre leurs produits agricoles : accès difficile aux marchés, prix bas et irréguliers, rapports de force défavorables... Face à cela, certaines affirmations reviennent de façon

récurrente (ex. « Il (nous) faut un camion pour transporter les produits là où les prix sont les meilleurs ; des équipements pour transformer les produits et mieux les vendre », « Il n'y a qu'à protéger les frontières »). Au moyen de l'analyse de cas concrets, ce document s'interroge sur quelques unes de ces "solutions" qui peuvent parfois pénaliser le dialogue et les dynamiques locales. Il dégage ensuite des convictions, des recommandations ou questions ouvertes ayant trait aux démarches d'appui aux producteurs et leurs organisations.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées
Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<http://www.fao.org/docrep/013/i1683f/i1683f01.pdf>

Cette édition de L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde se penche sur les personnes qui vivent dans un groupe de pays dans lequel l'incidence de la faim est particulièrement élevée et persistante et qui peine à réaliser les objectifs



du Millénaire, à savoir les pays confrontés à des crises prolongées. Ces pays sont caractérisés par des crises de longue durée ou survenant régulièrement, causées par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme et par les capacités limitées dont ils disposent pour y répondre. La présente publication montre que dans les 22 pays confrontés à des crises prolongées (ou contenant des zones en crise prolongée), 166 millions de personnes souffriraient, selon les données les plus récentes, de sous-alimentation, soit près de 40 pour cent de la population totale de ces pays et près de 20 pour cent du nombre total de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde.

Appui et conseil aux organisations paysannes en zone Office du Niger

http://www.groupe-initiatives.org/IMG/pdf/traverse_16.pdf

Les évolutions des demandes d'appui formulées par les organisations paysannes ont conduit à questionner l'efficacité des dispositifs classiques de vulgarisation agricole. Les centres de prestations de services ont sans doute en partie répondu aux attentes des organisations agricoles de la zone Office du Niger. Ce dispositif original, apportant conseils financiers et juridiques aux associations villageoises, est contrôlé et en partie autofinancé par celles-ci. Les centres emploient des conseillers contractuels, permettant ainsi d'assurer un réel contrôle sur la nature et les qualités des prestations. C'est à travers cette expérience que ce document propose une réflexion sur l'intervention de programmes d'appui devant permettre l'autonomisation et la responsabilisation d'organisations paysannes ; et s'interroge sur la pérennisation de tels dispositifs.

Note de cadrage sur les services de conseil agricole répondant aux besoins du marché

Chipeta, S., Christoplos, I., Katz, E.
CTA no. 1486, CTA, 2008



Préparé par le Groupe de Neuchâtel, un groupe informel constitué de représentants d'agences de développement et d'organisations professionnelles participant au développement agricole en Afrique subsaharienne, ce livret résume les résul-

tats d'une trentaine d'études de cas compilées en 2006 sur les services d'encadrement agricole. L'ouvrage abonde de conseils sur les moyens de promouvoir une démarche orientée vers le marché.

Vers une agriculture choisie

Richard-Emmanuel Eastes

Le Cavalier bleu, Collection : Idées reçues
septembre 2010, ISBN-13: 978-2846703284



Après plusieurs décennies de crises et au cœur des grands enjeux de demain, malmenée et en même temps forte de nouvelles compétences, l'agriculture en est aujourd'hui à l'heure des choix.

Choix technologiques d'abord, avec des possibilités inédites pour les agriculteurs en termes de matériels, de sélection des plantes et de protection des cultures, choix sociaux ensuite, pour des formes d'agriculture qui soient davantage en accord avec la diversité des valeurs de notre société. Ces choix nécessitent d'informer, de clarifier, d'apprendre à reconnaître les sources crédibles, et, sur cette base, échanger et confronter pour que l'agriculture de demain soit choisie et non subie, voulue par tous plutôt qu'imposée par quelques-uns.

La riposte des paysans

Silvia Pérez-Vitoria

Actes Sud, Collection: Questions de Société
ISBN: 978-2-7427-8796-8, 292 pages



Les chemins sur lesquels se sont engagés les nouveaux mouvements paysans ne sont pas faciles tant les forces qui occupent le terrain depuis cent cinquante ans sont structurées et sûres d'elles.

Dans tous les pays du monde, les organisations qui contrôlent l'agriculture et l'alimentation ont parasité les territoires, les ressources, les idées, et toujours avec le soutien des Etats. Elles se sont même coalisées à l'échelle mondiale par multinationales interposées, avec la complicité des organisations internationales. Les propositions que font les paysans vont bien au-delà d'une simple remise en cause du modèle agricole. Il s'agit d'une interrogation globale sur les sociétés dans lesquelles nous vivons. Décidément, leur riposte nous concerne tous.

OPINION

Réduire la faim dans le monde grâce à une agriculture intelligente face au climat

36

Pour le Directeur général de la FAO, sécurité alimentaire et changement climatique peuvent et doivent être affrontés de concert

9 décembre 2010, Cancún (Mexique)

- Il est primordial de relancer les investissements dans l'agriculture du monde en développement, non seulement pour réduire les niveaux actuels de faim dans le monde, mais aussi pour préserver les approvisionnements alimentaires futurs de la planète face aux impacts du changement climatique, a souligné le Directeur général de la FAO lors d'une conférence de presse à la Conférence de Cancún sur le changement climatique.

«Il sera impossible d'atteindre la sécurité alimentaire sans miser sur des investissements importants dans l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans le secteur rural», a soutenu M. Diouf.

La sécurité alimentaire et le changement climatique non seulement peuvent mais doivent être affrontés de concert, en transformant l'agriculture et en adoptant des pratiques «intelligentes» pour éliminer la faim dans le monde, a-t-il précisé.

«Par pratiques intelligentes, on entend une agriculture durable en mesure d'accroître la productivité et la résilience face aux pressions exercées par l'environnement tout en réduisant l'empreinte carbone, car on ne peut ignorer le fait que l'agriculture

est elle-même un des plus importants émetteurs de CO₂», a-t-il ajouté.

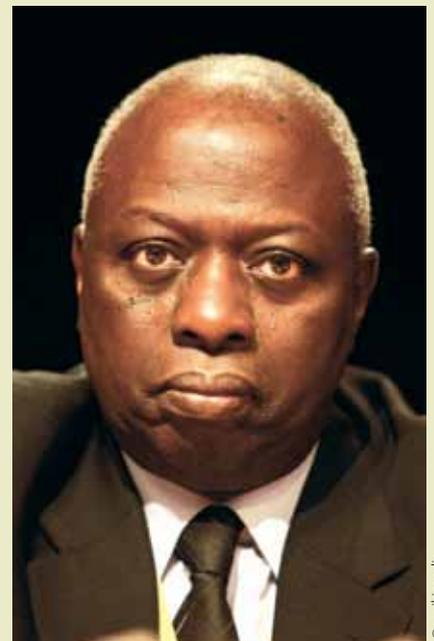
Le Directeur général a souligné qu'il existait déjà tout un éventail de pratiques intelligentes qui sont appliquées dans certaines parties du monde et offrent des exemples de ce qui pourrait être mis en œuvre dans les pays en développement, comme le souligne un rapport de la FAO préparé en vue de la Conférence de Cancún.

La population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'habitants en 2050. Pour les nourrir, il faudra accroître la production agricole d'environ 70 %. Or, on estime que le changement climatique aura des impacts multiples sur la productivité agricole et les revenus ruraux dans les zones déjà victimes de hauts niveaux d'insécurité alimentaire.

Rôle des forêts

La foresterie et l'agroforesterie, des secteurs dont dépendent des millions de ruraux pour vivre, présentent aussi de vastes possibilités d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, d'accroissement des puits de carbone, de stabilisation des moyens d'existence ruraux et de renforcement de la sécurité alimentaire des ménages, a ajouté M. Diouf.

«Le potentiel biophysique d'atténuation des forêts est estimé à environ 64 % des émissions qui leur sont dues, tandis que l'agriculture serait susceptible d'atteindre un potentiel technique d'atténuation pouvant aller jusqu'à 83-90 % des émissions totales du secteur», a-t-il affirmé.



©: wikimedia

M. Diouf a souligné les progrès accomplis dans le domaine de la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD), une approche qui utilise les incitations offertes par le marché pour réduire l'empreinte carbone en permettant aux pays développés de compenser leurs propres émissions par des investissements dans des projets REDD dans le monde en développement.

Quant au terme «REDD+», il sert à décrire les efforts déployés pour englober, dans ces crédits carbonés, la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone des forêts. REDD+ pourrait engendrer des investissements estimés à 30-100 milliards de dollars par an pour les pays en développement.

Source : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/48607/icode/>

Accord final à Cancún: analyse des résultats de la COP 16

Après deux semaines de négociations, les 194 États présents à Cancún sont finalement parvenus à un accord, en dépit de l'opposition de la Bolivie, seul État à s'être prononcé contre le texte final jugé par sa délégation comme trop peu contraignant.

Les accords de Cancún sont composés de deux volets. L'un est relatif à la prolongation du Protocole de Kyoto au-delà de 2012 et l'autre est composé d'un ensemble de résolutions et de mécanismes dont le but est la continuité de l'architecture et de la méthodologie de la Convention sur le climat. Parmi ceux-ci, on retiendra trois points fondamentaux directement inspirés par les propositions des pays du Sud comme: l'adoption d'un fonds vert pour le climat, un mécanisme de lutte contre la déforestation tropicale, et un cadre international inédit sur l'adaptation au changement climatique.

Le texte adopté a fixé l'objectif de réduire de manière importante les émissions de GES afin de limiter la hausse de la tempé-

rature globale à 2°. Pour parvenir à cela, il est prévu que la réduction des émissions des pays industrialisés augmente de 25 à 40% d'ici à 2020, par rapport à 1990.

Les pays en développement, et plus particulièrement les grands émergents comme la Chine et l'Inde, seront tenus de soumettre des rapports tous les deux ans composés des inventaires de GES émis et des informations à propos des actions entreprises pour les réduire. Ces rapports seront soumis à des consultations et analyses internationales (ICA en anglais). Les analyses effectuées seront « non intrusives », « non punitives », et « dans le respect de la souveraineté nationale ». Sans ces conditions, les pays du sud n'auraient certainement pas accepté un tel contrôle, qui dépend uniquement de leur bonne coopération. Néanmoins, les avancées obtenues en ce qui concerne les aides au développement devraient les orienter vers une telle démarche.

Les accords prévoient la création d'un Fonds vert climat pour « soutenir des projets, programmes, politiques des pays en développement ». Ce fonds sera transitoirement géré par la Banque mondiale durant trois ans et sera administré par un Conseil composé de 24 membres, avec une représentation paritaire des pays développés et en développement. Afin de promouvoir les nouvelles technologies vertes dans les pays du Sud, l'accord prévoit la création d'un Centre de technologie pour le climat (composé d'experts chargés

de faire des propositions) et d'un réseau afin de faciliter la constitution de projets à réaliser sur le terrain.

Le fast start, ou financements précoces, doit rassembler 30 milliards de dollars additionnels d'ici à 2012 pour financer des mesures de réduction des émissions de GES dans les pays en développement et des mesures d'adaptation aux impacts du réchauffement. Au-delà de cette date assez proche, il est prévu que le Fonds vert pour le climat prenne la suite en finançant les actions précitées avec une dotation annuelle qui devrait atteindre 100 milliards de dollars à partir de 2020.

La COP 16 tenue à Cancun du 29 novembre au 10 décembre 2010 (l'accord a été conclu dans la matinée du samedi 11) est donc un succès partiel. Aucune disposition contraignante n'oblige les pays industrialisés à poursuivre le processus. Beaucoup d'espoirs reposent donc sur la COP 17 qui se tiendra à Durban (Afrique du sud) fin 2011, où les États tenteront de s'accorder sur les défis persistants dans la lutte contre le changement climatique. Reste à savoir si elle sera en mesure de combler le vide juridique actuel.

Source : <http://www.mediaterrre.org/international/actu,20101213040119.html>



Copyright : COP16 + Oxfam International

Burkina Faso: Les producteurs de mangues se regroupent

La production de la mangue était perçue jadis comme une activité de cueillette venant comme un appoint alimentaire. Aujourd'hui, on est à même de constater que la mangue occupe une bonne place dans les échanges commerciaux à travers les zones de production. C'est pour mieux organiser tout cela que s'est tenue à Bobo-Dioulasso, le 11 novembre 2010, une assemblée générale (AG) avec pour objectif la mise en place d'une structure faïtière des producteurs de mangues.

L'AG a été le lieu pour les organisateurs de mettre en place l'Union nationale des

producteurs de mangues du Burkina (UNPMB) qui regroupe plus d'une dizaine d'organisations de producteurs. « La mise en place de l'UNPMB est une victoire en elle-même en ce sens qu'au départ, les enjeux étaient énormes ».

Les expériences malheureuses du passé récent des producteurs en matière d'organisation laissaient entrevoir de nombreux obstacles dont on se disait qu'ils étaient insurmontables. Mais la volonté de bien faire, l'espoir en un avenir meilleur et les leçons tirées des expériences précédentes, ont primé sur le pessimisme né de ces

échecs passés», a relevé Paul Ouédraogo, président du comité d'organisation de l'AG du 11 novembre. Dans son allocution, Paul Ouédraogo a émis le vœu de voir cette organisation faïtière couvrir le territoire national.

Le gouverneur de la région des Hauts-Bassins, Pascal T. Benon, dans son mot d'ouverture, a félicité l'initiative des producteurs de mangues du Burkina de se doter d'un organe de représentation. Tout en remerciant le PAFASP (Programme d'appui aux filières agrosylvo-pastorales), principal partenaire de l'UNPMB, le gouverneur a souhaité que



cette organisation ne vienne pas seulement meubler le paysage institutionnel mais qu'elle soit le signe visible d'un engagement pour relever le défi de la production et l'exportation de la mangue.

Josias Zounzaola Dabire
Article tiré du Quotidien «Le pays» du 21 novembre

Les exploitations familiales, des atouts incomparables pour nourrir le Sénégal

« Les exploitations familiales peuvent-elles nourrir le Sénégal ? ». La question a été au centre d'un forum international, organisé à Dakar du 29 novembre au 1er décembre 2010, par le Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR) du Sénégal et diverses autres organisations paysannes. Plus d'un millier de délégués, venus de 22 pays d'Afrique et appartenant aux organisations de producteurs, aux ONG, à la société civile, au secteur privé et des représentants des partenaires techniques et financiers ont pris part aux travaux.

La grave crise alimentaire mondiale de 2008 et les menaces qui pèsent sur l'environnement avec les changements climatiques ont amené le CNCR à réfléchir sur le rôle et la place des exploitations familiales pour nourrir les populations sénégalaises. Cette réflexion est d'autant plus pertinente que, le dernier recensement agricole national (RNA) au Sénégal (1998), a montré que les exploitations familiales agricoles mettent en valeur plus des 2/3 des surfaces cultivées. Cette forte emprise des exploitations familiales sur l'espace agricole sénégalais garantit-elle une production suffisante et nourrit-elle les populations ?

Les travaux ont permis de montrer que :

- les exploitations familiales contribuent déjà de façon considérable à la nourriture des sénégalais. Il ressort, en effet, d'enquêtes de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), que le panier de la ménagère est approvisionné à hauteur de 61% par des produits issus de ces exploitations ;
- les exploitations familiales jouent un rôle essentiel dans la préservation des ressources naturelles, de l'environnement



et peuvent mieux nourrir le Sénégal s'il est créé un cadre institutionnel, juridique et économique incitatif pour encourager les investissements publics et privés ;

- le renforcement des capacités, notamment des femmes et des jeunes par une formation qualifiante peut permettre d'accroître tant qualitativement que quantitativement les bases productives et professionnaliser la gestion de ces exploitations.

Dans le mémorandum adopté, à l'issue du forum, les organisations paysannes du Sénégal, se sont engagées pour que les exploitations familiales renforcent leur

contribution à l'alimentation des populations sénégalaises et à la création des richesses nationales. A ce titre, elles ont invité l'Etat, à les impliquer davantage dans l'élaboration des politiques agricoles et à mettre en œuvre un véritable aménagement territorial accompagné d'une réforme foncière consensuelle.

Le Forum a également requis de l'Etat, la mise en œuvre, sans délai et de manière concertée, de la Loi d'Orientation Agro Sylvopastorale (LOASP) promulguée depuis le 4 juin 2004, notamment en ce qui concerne le statut des Exploitations familiales et leur donner la priorité dans l'allocation des ressources.

38

■ Forum Social Mondial

6 - 11 février 2011, Dakar, Sénégal



Le retour du Forum Social Mondial en Afrique peut être interprété comme un message à la fois idéologique et politique. Sur le plan idéologique, les acteurs du FSM semblent lancer un défi au système néolibéral et à ses instruments, notamment la Banque mondiale, le FMI et l'OMC, pour leur signifier qu'ils vont les affronter en Afrique, considérée comme l'un des points faibles dans la résistance aux politiques néolibérales. Le retour du FSM en Afrique est sûrement l'expression d'une solidarité active du mouvement social international avec les luttes des mouvements sociaux et peuples africains.

Ce soutien est d'autant plus bienvenu que l'Afrique risque de payer un lourd tribut à la crise actuelle du capitalisme. En effet, déjà affaiblis par les programmes d'ajustement structurel des années 1980 et 1990, les pays africains seront

confrontés à de nouveaux défis de développement encore plus complexes.

Dans le processus de FSM Dakar seules organisations peuvent enregistrer et organiser des activités. Ces activités peuvent être gérées par les organisations elles-mêmes ou avec d'autres organisations associées. Les membres des partis politiques, les autorités locales peuvent participer aussi au FSM 2011, un forum d'autorités locales et un forum parlementaire est projeté pour avoir lieu parallèlement.

Contact

Plus d'informations : <http://fsm2011.org/fr/enregistrement>

+221 33 825 13 81

+221 77 436 88 01

+221 76 281 26 21

E-mail : enregistrement@wsf2011.org ou secretariat@wsf2011.org

AGENDA

Warrantage /opportunité commerciale ?

Renforcer les capacités des réseaux d'organisations agricoles par l'analyse de l'évolution du prix des céréales locales au Burkina, Mali et Niger durant la période 2001-2010 ...et ses incidences sur le warrantage au Niger.

Une étude réalisée par les ONG ACSSA (Niger), AMASSA, APROSSA, et Afrique verte - 32 pages

Cette étude analyse l'évolution des prix des céréales au Burkina, au Mali et au Niger afin de contribuer à la détermination de points d'alerte susceptibles d'aider les OP dans la prise de décision. Plus spécifiquement, le document met en cause quelques idées reçues, notamment celle la plus couramment utilisée pour la gestion des stocks céréaliers au Sahel : les prix seraient bas à la récolte pour augmenter jusqu'à la soudure. Partant de cette hypothèse, il est fréquemment recommandé aux OP de stocker à la récolte et de déstocker six ou huit mois plus tard, pour profiter d'une période de vente, soi-disant plus favorable.

Ainsi, le système du warrantage qui repose sur ce principe est souvent conseillé aux producteurs comme étant une opportunité de commercialisation. Cependant, les producteurs ne sont pas certains de « gagner » à tous les coups, contrairement à d'autres acteurs. La lecture et une véritable « étude » de ce document sont absolument à conseiller à tous pour sortir des idées toutes faites ou évidentes, et mieux conseiller les producteurs pour une bonne valorisation de leurs récoltes.

Source : <http://www.reca-niger.org/spip.php?article232>

Rapport sur la pauvreté rurale 2011

Nouvelles réalités, nouveaux défis: de nouvelles chances pour la prochaine génération

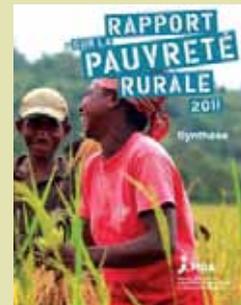
Depuis la publication, par le FIDA, du dernier Rapport sur la pauvreté rurale en 2001, des progrès ont été faits sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Néanmoins 1,4 milliard de personnes continuent à le vivre dans l'extrême pauvreté – dont plus de 70% dans les zones rurales des pays en développement – et, sur la base des dernières évaluations, 925 millions d'entre elles sont sous-alimentées.

Au sein de ces populations rurales pauvres, les jeunes et les enfants représentent le groupe le plus important. Le rapport met donc en évidence la nécessité impérieuse de leur offrir de nouvelles chances, en favorisant notamment des possibilités éducatives prenant spécialement en compte les capacités dont les jeunes auront besoin pour réussir dans le contexte rural.

Le défi mondial majeur posé par le rapport est que, pour nourrir les neuf milliards de personnes qui peupleront la Terre d'ici à 2050, il faudra accroître la production vivrière de 70% et doubler le rendement agricole des pays en développement. Pour relever ce défi, il faudra que l'efficacité de l'agriculture familiale soit considérablement renforcée dans ces pays, que les zones rurales exploitent à fond les possibilités de croissance de l'emploi non agricole, et que des efforts accrus et plus efficaces soient déployés afin de prendre en considération les préoccupations des populations rurales pauvres en tant qu'acheteurs de

produits alimentaires.

À travers des recherches approfondies menées par une équipe d'experts internationaux, régionaux et nationaux dans le domaine de la réduction de la pauvreté – ainsi que d'études de cas et d'interviews avec les populations rurales pauvres elles-mêmes –, le rapport fournit des informations inédites sur la pauvreté rurale dans le monde et sur l'actuelle transformation des moyens de subsistance des ruraux pauvres. Il analyse les obstacles à l'origine de la grande difficulté des populations rurales à se libérer de la pauvreté, et recense les possibilités et la voie à suivre pour parvenir à une plus grande prospérité. Enfin, il met en lumière les politiques et les actions que les gouvernements et les spécialistes du développement peuvent adopter en appui aux efforts déployés par les populations rurales afin de se libérer de la pauvreté.



Source : <http://www.ifad.org/rpr2011/f/index.htm>

Copyright : FIDA

AGENDA

■ FIARA 2011

2 – 13 février 2011, Dakar, Sénégal



En accord avec le coordonnateur du Forum Social Mondial à Dakar, les organisateurs de la FIARA ont souhaité tenir la douzième édition du 02 au 13 février 2011. La FIARA s'inscrit dans une dynamique de renforcement des capacités d'intégration des peuples africains à travers des activités commerciales porteuses et des échanges-débats sur les questions majeures qui interpellent le Mouvement Paysan.

Pour la première fois, la FIARA va accueillir l'Afrique paysanne et agricole à qui elle offre des espaces de conférences et des débats sur la souveraineté alimentaire mais également des opportunités de mar-

keting institutionnel, d'exposition de produits et de matériels. C'est aussi un espace de promotion de cultures et d'art culinaire africains.

Ne manquez pas cette occasion pour découvrir l'Afrique des profondeurs mais aussi, l'Afrique moderne à la 12ème édition de la FIARA

Contact :

Centre Amadou Malick Gaye (Ex Centre BOPP)
BP:13453 Dakar -SENEGAL
Email : fiaradakar@yahoo.fr
Téléphone : 77 635 46 18 /77 642 33 36
77 275 59 34/77 557 40 32
Fax: (221) 33 867 59 69



Agknowledge Africa : la foire des savoirs en Afrique

AGRIDAPE et le réseau AgriCultures y étaient !!!

Les efforts réalisés afin de développer, partager et diffuser les connaissances et informations du monde rural en Afrique sont souvent peu connus en dehors des petites communautés directement impliquées alors qu'il existe un énorme travail d'innovations et d'expérimentations sur le continent. Cette 'foire aux savoirs' a donc eu pour objectif d'initier une dynamique d'échanges sur les connaissances en matière agricole et rurale, leur diffusion et leur utilisation en Afrique. Co organisé par l'ILRI, le CGIAR, la FAO, le FIDA, IKM, la rencontre a réuni près de 350 personnes venues de tout horizon. Le réseau AgriCultures dont l'objectif est de promouvoir l'agriculture durable par la coproduction et la diffusion des connaissances des petits agriculteurs a participé en force à cette rencontre. En effet, il a été représenté par ILEIA qui publie l'édition internationale et assure le secrétariat du réseau, par ALIN, le partenaire du Kenya qui publie Baobab pour la région Afrique de l'Est anglophone et par IED Afrique, éditeur de votre magazine AGRIDAPE.

La rencontre a été intense et fertile pour les représentants du réseau. Ils ont pu participer pleinement à la première journée appelée « Day 0 » consacrée à la formation-échange sur divers outils proposés par les participants à travers des sessions de 2 heures allant des outils de gestion des connaissances face à face à l'écriture collaborative via l'interface du web.

La seconde journée a été celle de l'ouverture officielle, suivie de 4 sessions parallèles dont une sur les changements climatiques et à un marché des savoirs plein d'innovations, bien achalandé et riche en couleurs. Le troisième jour, les participants ont également pu choisir parmi une palette de propositions leur programme de partage. Le réseau AgriCultures a animé une session sur la capitalisation des expériences qui a connu un franc succès. Le réseau a également saisi l'occasion de la dernière journée pour rencontrer les lecteurs éthiopiens des magazines. Il se trouve que la corne de l'Afrique enregistre un nombre record de lecteurs des magazines du réseau à commencer par le "Farming Matters" anciennement nommé LEISA.

Addis 2010 a été une fête du savoir pleine de diversité et de complémentarité, riche en apprentissage et en rencontres. Cette rencontre a été celle de la reconnaissance de la valeur des savoirs d'où qu'ils viennent et du potentiel de contribution à un développement rural

durable. Enfin, la Share Fair d'Addis ouvre plein de perspectives de réseautage, d'alliances et de collaboration pour un idéal partagé d'un monde du



donner et du recevoir !

Les organisateurs de la rencontre ont mobilisé pas moins de 20 volontaires pour capturer la richesse des échanges lors de la rencontre. Ainsi, tous les supports modernes ont été utilisés pour documenter cette foire si spéciale.

Blog: <http://tinyurl.com/sfaddisblog>
Wiki: <http://tinyurl.com/sfaddiswiki>
Tweets: <http://tinyurl.com/sfaddistweets>
Photos: <http://tinyurl.com/sfaddisphotos>
Videos: <http://tinyurl.com/sfaddisblips>
Social web: <http://tinyurl.com/sfaddismention>
Share fair FM: <http://tinyurl.com/sfaddisfm>